

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205672]

13 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003, les articles 4, 5 et 6;

Vu le Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

Vu le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008;

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, les articles 9, 10 et 11;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.250, D.251 et D.263;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté ministériel 7 juillet 2006 portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 23 janvier 2014 et approuvée le 11 février 2014;

Vu l'avis n° 55.886/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que le projet a déjà fait l'objet d'un avis de la section de législation en date du 24 avril 2014; que néanmoins, considérant la situation météorologique exceptionnelle de l'hiver 2013/2014 n'ayant pas permis la destruction naturelle des cultures de couverture gélive et l'urgence de prendre des mesures en faveur des insectes pollinisateurs, le Gouvernement wallon a décidé d'insérer une nouvelle disposition visant à prendre une mesure pour interdire leur destruction chimique;

Considérant que, ce faisant, un nouvel article 18 a été inséré et rédigé comme suit : « Art. 18. Les cultures de couverture hivernale ne peuvent être détruites chimiquement, en période de floraison »; que pour le reste, le projet a juste été adapté suite aux précédentes remarques du Conseil d'Etat et pour actualiser la numérotation et les renvois;

Considérant que, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, l'avis est sollicité sur cette nouvelle disposition dans un délai de cinq jours ouvrables, en raison de la nécessité de prendre une mesure pour interdire la destruction chimique des cultures de couverture gélives au regard de la situation météorologique exceptionnelle de l'hiver 2013-2014 et de l'urgence de prendre des mesures en faveur des insectes pollinisateurs;

Vu l'avis 56.373/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Considérant le protocole d'accord du 18 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Considérant l'obligation de se conformer aux règlements du Conseil et de la Commission mentionnés ci-dessus;

Considérant que l'octroi des paiements directs est subordonné au respect des exigences réglementaires en matière de gestion, au maintien des surfaces agricoles dans de bonnes conditions agricoles et environnementales et aux obligations relatives aux terres consacrées aux pâturage permanents, y compris pour les superficies laissées hors production;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les exigences et les normes de la conditionnalité en Région wallonne suite à l'adoption du décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture;

Considérant que les exigences et les normes de la conditionnalité, ainsi que les conséquences éventuelles en cas de non-conformité ont fait l'objet de concertations avec les organismes spécialisés dans les matières visées et avec les représentants des agriculteurs;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise exécution des nouveaux régimes de soutien direct;

Considérant le protocole établi le 18 juillet 2013 entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (D'GARNE) du Service public de Wallonie (SPW), et l'Agence de l'Agriculture et de la Pêche de l'Autorité flamande (ALV), concernant la conditionnalité;

Considérant que l'avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable a été sollicité le 16 décembre 2013 et le 10 février 2014; qu'un avis n'a pu être remis dans le délai fixé conformément à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013 portant exécution du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable en vue de la mise en place d'une cellule autonome d'avis en développement durable;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° « arbre indigène » : tout arbre indigène d'une circonférence de 40 centimètres et plus à 1,5 mètre de hauteur;
- 2° « Code » : le Code wallon de l'Agriculture;
- 3° « Code de l'Eau » : le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;
- 4° « code informatif » : un code défini par l'Administration et utilisé dans les formulaires de demande unique, indiquant des informations supplémentaires sur la parcelle relative à sa situation géographique, son utilisation ou une autre caractéristique physique ou agronomique;
- 5° « conditionnalité » : les exigences réglementaires en matière de gestion et les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales mentionnées aux articles 4, 5 et 6 du Règlement (CE) n° 73/2009;
- 6° « exigence » : toute exigence réglementaire spécifique en matière de gestion découlant d'un des articles visés à l'annexe II du Règlement (CE) n° 73/2009 d'un acte donné, distinct, quant au fond, de toute autre exigence dudit acte;
- 7° « haie indigène » : tout tronçon continu d'arbres ou d'arbustes indigènes présentant une longueur de minimum 10 mètres;
- 8° « normes » : les normes définies par les Etats membres conformément à l'article 6 et à l'annexe III du Règlement (CE) n° 3/2009 ainsi que les obligations liées aux pâturages permanents figurant à l'article 6 dudit Règlement;
- 9° « parcelle considérée comme faisant partie des pâturages permanents » : toute parcelle agricole située sur le territoire de la Région wallonne qui remplit l'une des conditions suivantes :
 - a) la parcelle a été déclarée comme prairie ou pâturage auprès de l'Administration depuis cinq ans accomplis sans interruption;
 - b) la parcelle provient du remplacement d'une autre parcelle considérée précédemment comme pâturage permanent suite à une compensation autorisée par l'Administration;
 - c) la parcelle déclarée pour la première fois au Système intégré de gestion et de contrôle, dénommé ci-après « SIGEC », et dont l'exploitant apporte la preuve que la parcelle n'est pas entrée dans une rotation au cours des cinq années précédant la déclaration;
- 10° « pâturage permanent » : une terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées telle que définie à l'article 2, c), du Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du Règlement (CE) n° 73/2009;
- 11° « prairie permanente » : toute parcelle agricole déclarée au Système intégré de gestion et de contrôle, dénommé ci-après « SIGEC », pour l'année en cours comme prairie permanente ou pâturage à statut particulier;
- 12° « Règlement (CE) n° 1698/2005 » : Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);
- 13° « Règlement (CE) n° 73/2009 » : Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;
- 14° « Règlement (CE) n° 1122/2009 » : Règlement (CE) n° 1122/2009 de la commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;
- 15° « substance dangereuse » : les substances au sens de l'article R.90, 19°, du Code de l'Eau;
- 16° « site candidat au réseau Natura 2000 » : tout site candidat au réseau Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}bis, 18°bis, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 17° « site Natura 2000 » : tout site Natura 2000 au sens de l'article 1^{er}bis, 18°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 18° « taillis à courte rotation » : toutes surfaces plantées d'essences forestières rejetant de souche, pour lesquelles le cycle de récolte est au maximum de 12 ans;
- 19° « taux de liaison au sol » : un taux de liaison au sol tel que défini à l'article R.188, 31°, du Code de l'Eau et dont la formule de calcul est fixée en vertu de l'article R.212, § 3, du Code de l'Eau;
- 20° « zone vulnérable » : toute zone vulnérable désignée en vertu de l'article R.190 du Code de l'Eau.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. § 1^{er}. Tout agriculteur, demandeur d'aide, respecte les normes et les exigences liées à la conditionnalité dans le cadre de ses activités agricoles, y compris sur les superficies laissées hors production.

Le contrôle du respect des normes et exigences mentionnées à l'alinéa 1^{er} est sous la responsabilité de l'organisme payeur.

A défaut du respect des normes et exigences mentionnées à l'alinéa 1^{er} par l'agriculteur, conformément à la législation européenne, les aides octroyées, pour une année civile donnée, à l'agriculteur qui a présenté une demande d'aide pour cette année civile donnée, sont réduites proportionnellement au manquement à la conditionnalité constaté dans le chef de l'agriculteur conformément au chapitre 6.

Toute somme indument payée est récupérée suivant les modalités prévues aux articles D.258 à D.260 du Code.

§ 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des parcelles agricoles et des exploitations situées totalement ou partiellement en Région wallonne et déclarées par un agriculteur dans la demande unique.

Art. 3. § 1^{er}. L'agriculteur déclare toutes les parcelles agricoles de son exploitation dans sa demande unique selon les modalités définies aux articles D.28 à D.32 du Code.

La superficie globale des terres exploitées par l'agriculteur, même hors du territoire de la Région wallonne, est déclarée annuellement afin d'être prise en compte pour le calcul de taux de liaison au sol.

§ 2. Tout agriculteur est à même de fournir sur demande des informations sur les parcelles qu'il n'exploite plus d'une campagne à l'autre, à savoir l'identité du propriétaire, de l'agriculteur exploitant actuel ou de l'agriculteur exploitant précédent en cas de fin d'échange.

A défaut, les parcelles concernées sont considérées comme faisant toujours partie de l'exploitation.

Art. 4. § 1^{er}. Les législations fédérales visées aux chapitres 4 et 5 sont indiquées par l'organisme payeur dans la liste des exigences en matière de gestion et des normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales à respecter, établie en vertu de la réglementation européenne.

§ 2. Tant la législation fédérale que régionale identifiées et établies dans le présent arrêté sont respectées par les agriculteurs dans le cadre de la conditionnalité, indépendamment de leur publication dans la liste mentionnée au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Si le Ministre fédéral qui a l'agriculture dans ses attributions adopte des mesures complémentaires en vertu d'une norme visée au paragraphe 1^{er}, ces dernières sont intégrées à partir de l'année suivante dans les exigences ou les normes à respecter dans le cadre de la conditionnalité.

CHAPITRE III. — *Environnement, changement climatique et bonnes conditions agricoles des terres**Section 1^{re}. — Eau*Sous-section 1^{re}. — *Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole*

Art. 5. § 1^{er}. L'agriculteur respecte les exigences relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole transposant les articles 4 et 5 de la Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, telle que modifiée par le Règlement (CE) n°1137/2008 portant adaptation à la décision 1999/468/CE du Conseil de certains actes soumis à la procédure visée à l'article 251 du traité, en ce qui concerne la procédure de réglementation avec contrôle.

§ 2. Il respecte les interdictions en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture telles que définies aux articles R.192, § 1^{er}, R.193 à R.213, et R.221 à R.224 du Code de l'Eau.

§ 3. L'organisme payeur attribue à chaque parcelle située partiellement ou totalement en zone vulnérable un code informatif qui est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de demande unique.

Art. 6. § 1^{er}. L'agriculteur utilise des boues au sens de l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques, uniquement après l'octroi d'un certificat délivré en vertu de l'article 3 de cet arrêté du 12 janvier 1995.

Il n'utilise les effluents d'élevage au sens de l'article R.188, 11^o, du Code de l'Eau, ou les matières issues de ces effluents, qu'après avoir obtenu une dérogation délivrée en vertu de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 janvier 2013 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture, ou en vertu de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, l'agriculteur respecte les dispositions imposées dans les dérogations fédérales prévues à l'article 5 de l'arrêté royal du 28 janvier 2013 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture et les certificats d'utilisation régionale prévues à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

§ 2. L'agriculteur fournit aux agents de l'organisme payeur ou à l'autorité à laquelle celui-ci a délégué tout ou partie de sa mission de contrôle en vertu de l'article D.256 du Code, sur simple demande, une copie du contrat d'épandage et une copie du document signé par les parties relatives à la comptabilité de transfert des informations prévues à l'article R.212 du Code de l'Eau ou sollicitées par l'organisme payeur ou l'autorité déléguée. Il précise les références du certificat ou la dérogation permettant l'utilisation des boues et effluents, ou des matières issues des effluents, conformément au paragraphe 1^{er}.

L'agriculteur cède des fertilisants organiques à des tiers dans le respect des dispositions de l'article R.212 du Code de l'Eau.

§ 3. L'agriculteur respecte l'interdiction de rejet direct dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface, de fertilisants et de jus d'écoulement, y compris ceux issus de matières végétales stockées, telle que prévue aux articles R.193 et R.194 du Code de l'Eau. Pour les jus d'écoulement issus des matières végétales stockées, l'agriculteur respecte également l'obligation de les stocker ou de les recueillir par une matière absorbante.

Art. 7. L'agriculteur respecte les conditions de stockage prévues aux articles R.195 à R.199 et R.201 du Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tant au champ qu'à la ferme pour les fumiers et pour les effluents de volailles, ainsi que les conditions de stockage des lisiers et des purins.

Toutes les infrastructures de stockage d'effluents d'élevage respectent les conditions prévues à l'article R.200, § 1^{er}, du Code de l'Eau, et les prescriptions techniques prises par le Ministre en vertu du paragraphe 2 de l'article R.200 du Code de l'Eau.

Art. 8. L'agriculteur respecte les conditions d'épandage prévues aux articles R.202 à R.210 du Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.

Pour les exploitations classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement, l'agriculteur dispose des documents relatifs à l'achat ou à la livraison de fertilisants minéraux prévue aux articles 11 et 25 de l'arrêté royal du 28 janvier 2013 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture.

Art. 9. En zone vulnérable, l'agriculteur respecte les articles R.192, § 1^{er}, et R.221 à R.224 du Code de l'Eau.

Art. 10. L'agriculteur respecte les dispositions prévues aux articles R.211 et R.213 du Code de l'Eau, relatifs au taux de liaison au sol.

Sous-section 2. — Les bandes tampons le long des cours d'eau

Art. 11. L'agriculteur respecte l'article R.202, § 1^{er}, du Code de l'Eau, le long des cours d'eau classés en vertu des articles 1^{er} à 5 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

Sous-section 3. — Utilisation de l'eau à des fins d'irrigation

Art. 12. L'agriculteur, qui utilise l'eau à des fins d'irrigation, respecte les normes relatives aux travaux sur les cours d'eau prévues par l'article 12, § 1^{er} et 3, de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, et respecte l'article 10, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Sous-section 4. — Protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses

Art. 13. L'agriculteur respecte les normes relatives à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, transposant la Directive 80/68/CEE du Conseil du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses dans la version en vigueur le dernier jour de sa validité pour ce qui concerne l'activité agricole.

L'agriculteur respecte les normes fixées en vertu des :

1^o articles R.153 à R.169 et R.187 bis-2 du Code de l'Eau;

2^o articles 11 à 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Art. 14. Les périmètres de protection établis en application de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales sont assimilés aux zones de prévention éloignée pour l'application de la présente sous-section.

Art. 15. Dans les zones de surveillance au sens de l'article D.2, 95^o, du Code de l'Eau, l'agriculteur respecte les mesures prises par le Ministre en application des articles R.167, 6^o, et R.170, 7^o, du Code de l'Eau.

Art. 16. § 1^{er}. L'agriculteur évite les rejets directs par l'introduction de substances dans les eaux souterraines sans cheminement dans le sol ou le sous-sol.

Est interdit tout rejet direct de substances suivantes :

1^o a) composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique;

b) composés organophosphorés;

c) composés organostanniques;

d) substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci;

e) mercure et composés du mercure;

f) cadmium et composés du cadmium;

g) huiles minérales et hydrocarbures;

h) cyanures;

2^o a) métalloïdes et métaux suivants, ainsi que leurs composés :

1. zinc;

2. cuivre;

3. nickel;

4. chrome;

5. plomb;

6. sélénium;

7. arsenic;

8. antimoine;

9. molybdène;

10. titane;

11. étain;

12. baryum;

13. béryllium;

14. bore;

15. uranium;

16. vanadium;

17. cobalt;

18. thallium;

19. tellure;

20. argent;

b) les produits biocides et leurs dérivés tels que définit à l'article 3, § 1^{er}, a), du Règlement européen (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ne figurant pas au point 1^o;

c) substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et à rendre celles-ci impropres à la consommation humaine;

d) composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives;

e) composés inorganiques de phosphore et phosphore élémentaire;

f) fluorures;

g) ammoniacque et nitrites.

Les normes ne sont pas respectées dans le cadre de la conditionnalité si un rejet résulte des entrées artificielles, comme les captages, les piézomètres ou les puits perdus, ou des entrées naturelles, comme les phénomènes karstiques tels que chantoirs, trous karstiques ou fissures, et ce que ces phénomènes remontent jusqu'à la surface du sol, ou qu'ils soient rendus accessibles par une entrée artificielle à partir de la surface.

§ 2. Le rejet pour lequel il est constaté, selon les modalités arrêtées par le Ministre, qu'il contient des substances visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o ou 2^o, en quantité et en concentration suffisamment petites pour exclure tout risque présent ou futur de dégradation de la qualité des eaux souterraines ne constitue pas un cas de non-conformité.

§ 3. Les actions d'élimination ou dépôt en vue de l'élimination des substances visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, susceptibles de conduire à un rejet indirect, sont soumises à autorisation selon la procédure arrêtée par le Ministre.

Si une analyse préalable révèle que les eaux souterraines dans lesquelles le rejet de substances visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o, est envisagé, sont de façon constante impropres à tout autre usage, le Ministre peut autoriser, selon la procédure qu'il détermine, le rejet de ces substances, à condition que la présence de ces substances n'entrave pas l'exploitation des ressources du sol.

§ 4. Tout rejet direct de substances visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o, ainsi que les actions d'élimination ou dépôt en vue de l'élimination de ces substances susceptibles de conduire à un rejet indirect, sont soumis à autorisation selon la procédure arrêtée par le Ministre.

Art. 17. L'agriculteur est en mesure d'apporter la preuve de l'étanchéité des cuves à mazout de chauffage de 3 000 litres ou plus prévues à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, et qui servent à l'activité agricole.

Section 2. — Sols et stockage du carbone

Sous-section 1^{re}. — Couverture minimale des sols

Art. 18. Les cultures de couverture hivernales ne peuvent être détruites chimiquement, en période de floraison.

Art. 19. § 1^{er}. L'agriculteur implante une couverture minimale des sols sur les parties de parcelles présentant un risque d'érosion.

Une parcelle présente un risque d'érosion lorsqu'elle comprend une zone de plus de 50 pour-cent de sa superficie ou une zone d'un seul tenant de plus de 50 ares, présentant une pente supérieure ou égale à 10 pour-cent.

§ 2. Le Ministre prend toutes les dispositions permettant de préciser les modalités d'identification des parcelles présentant un risque d'érosion et les modalités d'information aux agriculteurs.

L'organisme payeur attribue à chaque parcelle considérée comme à risque d'érosion un code informatif distinct, en fonction de la pente, qui est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de demande unique.

Art. 20. La couverture du sol, mentionnée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est implantée au plus tard le 15 septembre d'une année donnée et ne peut pas être détruite avant le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les repousses et les résidus de récoltes sont considérés comme une couverture du sol.

Les parcelles avec cultures sarclées qui respectent l'article 21, § 2, § 3 ou § 4, ne sont pas concernées par l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. — Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion

Art. 21. § 1^{er}. L'agriculteur ne cultive pas des plantes sarclées ou assimilées aux plantes sarclées sur les parcelles considérées comme présentant un risque d'érosion telles que définies à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2.

Les plantes sarclées ou assimilées aux plantes sarclées sont :

1^o le maïs ensilage ou à grain;

2^o la betterave sucrière ou fourragère;

3^o la carotte fourragère;

4^o la pomme de terre;

5^o la chicorée;

6^o les légumes à racine;

7^o légumes légumineuses;

8^o autres légumes au sens du formulaire de demande unique.

§ 2. La culture des plantes énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est autorisée sur une parcelle à risque d'érosion si celle-ci comporte une bande enherbée répondant aux conditions suivantes :

1^o la bande enherbée se situe au bas de la pente et à l'intérieur de la parcelle concernée de façon à limiter les risques liés à l'écoulement des eaux en dehors de la parcelle;

2^o la bande enherbée est installée avant le semis des plantes sarclées ou assimilées et maintenue jusqu'à la récolte de celle-ci;

3^o la bande enherbée est d'une largeur minimale de six mètres;

4^o la bande enherbée est composée de graminées prairiales ou d'un mélange de graminées prairiales et de légumineuses;

5^o la bande enherbée est non-pâturée;

6^o la bande enherbée est fauchée après le 1^{er} juillet de l'année considérée.

§ 3. La culture des plantes énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est autorisée si la parcelle contiguë située dans le prolongement de la partie en pente de la parcelle à risque est soit :

- 1° une prairie, un boisement ou un bois pour autant que la parcelle contiguë ait une largeur minimale de six mètres;
- 2° une culture déclarée comme bande enherbée pour autant que la couverture de la parcelle contiguë ait été implantée avant le 30 novembre de l'année précédente et que la parcelle contiguë réponde aux conditions visées au paragraphe 2.

§ 4. La culture des plantes énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est autorisée sur une parcelle à risque d'érosion si l'agriculteur recourt, sur la parcelle visée, à une innovation technique approuvée par le Ministre dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion.

Le Ministre prend toutes les mesures permettant de préciser les innovations techniques visées à l'alinéa 1^{er} dont les résultats sont reconnus, et les modalités pour en informer les agriculteurs.

Sous-section 3. — Maintien des niveaux de matières organiques du sol

Art. 22. L'agriculteur ne brûle pas les pailles, chaumes et autres résidus de récolte produits sur ses parcelles.

Dans des cas exceptionnels justifiés par des motifs phytosanitaires avérés, le Ministre peut accorder des dérogations à l'interdiction énoncée à l'alinéa 1^{er} par voie de décision individuelle.

Sous-section 4. — Protection des sols lors de l'utilisation de boues d'épuration en agriculture

Art. 23. L'agriculteur respecte les exigences relatives à la protection des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture, transposant l'article 3 de la Directive 86/278/CEE du Conseil du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture.

L'agriculteur respecte les exigences prise en vertu :

- 1° des articles 2, 5 à 10 et 12, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou des boues issues de centres de traitement de gadoues, de fosses septiques;
- 2° de l'article 11 de l'arrêté royal du 28 janvier 2013 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements du sol et des substrats de culture.

Art. 24. L'agriculteur qui utilise ou qui a utilisé des boues d'épuration le déclare à la rubrique adéquate de son formulaire de demande unique.

Art. 25. L'agriculteur ne peut ni céder à des tiers les boues qu'il a commandées ni les commercialiser.

Section 3. — Biodiversité

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 26. L'agriculteur respecte les exigences spécifiques en matière de biodiversité prises dans le cadre des sites Natura 2000 et des sites candidats au réseau Natura 2000.

Sous-section 2. — Respect des mesures de protection des espèces animales et végétales prévues par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

Art. 27. L'agriculteur respecte les exigences relatives à la biodiversité transposant l'article 3, §§ 1^{er} et 2, b), et l'article 4, §§ 1^{er}, 2 et 4, de la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Art. 28. L'agriculteur respecte :

- 1° les dispositions relatives aux oiseaux protégées par l'article 2 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les mesures prises en vertu de l'article 4, § 2, de cette loi;
- 2° l'interdiction de destruction d'espèces strictement protégées au sens des articles 2*bis*, 3, 3*bis* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les mesures prises en vertu de l'article 4, § 2, de cette loi;
- 3° les affectations reprises au plan de secteur.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les espèces animales et végétales ainsi protégées sont les espèces reprises aux annexes I^{re}, IIa, IIb, VIa, VIb, IX et XI de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Sous-section 3. — Respect des mesures de protection sur les sites candidats au réseau Natura 2000 et sur les sites Natura 2000

Art. 29. L'agriculteur respecte les exigences relatives à la biodiversité transposant l'article 6, §§ 1^{er} et 2, de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Art. 30. L'agriculteur, ayant dans son exploitation une ou plusieurs parcelles d'une superficie minimale de deux ares chacune dans un site candidat au réseau Natura 2000, respecte, sur les parcelles situées dans celui-ci, les articles 5, 5*ter*, 28, § 1^{er}, 28*bis*, 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ainsi que les arrêtés pris en exécution de ces dispositions, à savoir :

- 1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;
- 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

L'agriculteur, ayant dans son exploitation une ou plusieurs parcelles d'une superficie minimale de deux ares chacune dans un site Natura 2000 respecte, sur les parcelles situées dans celui-ci, les dispositions visées à l'alinéa 1^{er} et les articles 26, § 1^{er}, 9°, et 28, § 3, de la loi du 12 juillet 1973 relative à la conservation de la nature ainsi que les arrêtés pris en exécution de ces dispositions, à savoir :

- 1° les arrêtés de désignations qui concernent la parcelle ou partie de parcelle située en site Natura 2000;
- 2° l'arrêté du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

L'organisme payeur attribue à chaque parcelle située partiellement ou totalement en zone Natura 2000 visée un code informatif qui est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de demande unique.

Art. 31. Pour les parcelles situées partiellement en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000, l'article 30 concerne uniquement la partie de la parcelle d'une superficie minimale de deux ares chacune située dans le site Natura 2000 ou dans le site candidat au réseau Natura 2000.

Section 4. — Paysage et niveau minimal d'entretien

Sous-section 1^{re}. — Maintien des particularités topographiques

Art. 32. § 1^{er}. Sur toutes les parcelles de son exploitation, l'agriculteur maintient les particularités topographiques. L'agriculteur respecte les normes de l'article D.IV.4, 8°, 10°, 11° et 12° du Code du Développement territorial.

Concernant l'examen du respect de l'interdiction de modification sensible du sol de l'article D.IV.4, 8°, du Code du Développement territorial en matière de conditionnalité, une modification du relief du sol est considérée comme sensible pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

- 1° elle porte sur une surface de plus de 2 ares;
- 2° elle est d'une profondeur supérieure à 50 cm;
- 3° elle est située au moins partiellement sur une zone à statut particulier.

L'agriculteur respecte les interdictions et les conditions particulières de protection déterminées en vertu des articles 452/27, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

§ 2. Toutes destructions, sauf si un permis d'urbanisme ou à défaut l'autorité compétente l'autorise, de particularités topographiques et des autres éléments fixes du paysage, tels que les bordures de champs, les talus, les fossés, les étangs et les mares, sont interdites.

Art. 33. L'agriculteur respecte l'obligation prévue à l'article 294 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Art. 34. L'agriculteur ne pose pas, en bordure de champs, à moins d'un mètre de la plate-forme de la voirie les actes suivants :

- 1° l'installation d'une culture;
- 2° l'épandage d'un fertilisant;
- 3° le labour;
- 4° le travail du sol ou un traitement phytosanitaire sauf traitement spécifique contre les plantes invasives.

Toutefois, l'agriculteur peut exploiter une parcelle agricole au-delà de la limite visée à l'alinéa 1^{er} s'il peut démontrer, par tout moyen de droit, que la limite du bien qu'il cultive ou entretient, s'étend à moins d'un mètre de la plate-forme de la voirie en vertu d'une autorisation communale, d'un document de l'Administration du Cadastre ou de toute autre dérogation accordée par l'Administration.

Art. 35. Sauf si un permis d'urbanisme ou à défaut l'autorité compétente l'autorise, il est interdit à l'agriculteur de procéder aux travaux suivants :

- 1° l'arrachage, la destruction mécanique et chimique des haies indigènes;
- 2° le recepage des haies indigènes à moins d'un mètre de hauteur sans protection contre le bétail;
- 3° l'arrachage, la destruction mécanique et chimique et le recepage des arbres indigènes.

La taille des arbres têtards n'est pas soumise aux conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. — Végétation indésirable sur les terres agricoles

Art. 36. § 1^{er}. L'agriculteur empêche l'embroussaillage et l'envahissement de ses parcelles agricoles par des ligneux, tout en respectant et en maintenant les particularités topographiques de ces parcelles.

L'agriculteur coupe la végétation ligneuse entre le 1^{er} août et le 30 septembre sur toutes les parcelles agricoles.

§ 2. L'obligation énoncée au paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux :

- 1° prairies permanentes;
- 2° tournières enherbées en bord de culture et aux bandes de parcelles aménagées faisant l'objet d'une subvention agro-environnementale, ainsi qu'aux zones refuges des prairies naturelles, aux bandes de prairies extensives, et aux prairies à haute valeur biologique faisant l'objet d'une subvention agro-environnementale;
- 3° sites Natura 2000, réserves naturelles domaniales, réserves naturelles agréées, zones humides d'intérêt biologique, parcelles sous contrat de gestion avec le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou avec une association agréée de conservation de la nature;
- 4° zones présentant des conditions topographiques ou hydrographiques particulières;
- 5° petits éléments de l'habitat tels que bosquets, haies, arbres isolés, buissons et espace entre la rive des cours d'eau et la parcelle;
- 6° jachères faunes;
- 7° taillis à courte rotation, vergers, pépinières, vignes, miscanthus ou autres couverts ligneux récoltés.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 7°, le Ministre peut déterminer la liste des espèces concernées par les taillis à courte rotation.

Sous-section 3. — Maintien des pâturages permanents

Art. 37. Aux fins de la présente sous-section, on entend par :

- 1° ratio annuel : ratio établi conformément à l'article 3, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1122/2009;
- 2° ratio de référence : ratio établi conformément à l'article 3, § 4, du Règlement (CE) n° 1122/2009.

Art. 38. L'organisme payeur attribue à chaque parcelle considérée comme faisant partie des pâturages permanents un code informatif qui est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de demande unique.

Tout transfert d'une parcelle agricole à un autre agriculteur ne modifie en rien la désignation éventuelle de la parcelle comme faisant partie des pâturages permanents.

Art. 39. § 1^{er}. Chaque année, les agriculteurs sont informés par l'organisme payeur, au plus tard le 30 septembre, de l'évolution du ratio calculé annuellement en fonction des superficies déclarées par les agriculteurs au moyen de leurs demande unique, entre d'une part la superficie de terres consacrées en Région wallonne aux pâturages permanents lors d'une année considérée et, d'autre part, la superficie agricole, par rapport au ratio de référence.

Si cette évolution implique l'application de l'article 40, § 1^{er}, § 2 ou § 3, les agriculteurs en sont également informés par l'organisme payeur.

§ 2. Lorsque le ratio calculé annuellement tel que visé au paragraphe 1^{er} diminue, au détriment des terres consacrées aux pâturages permanents, de moins de 5 pour-cent par rapport au ratio de l'année de référence aucune conséquence n'a lieu.

Au cas où des éléments objectifs montrent que l'évolution du ratio calculé annuellement ne reflète pas le développement réel des terres consacrées aux pâturages permanents, le Ministre adapte le ratio de référence en notifiant à la Commission cette adaptation et la justification de cette adaptation.

Art. 40. § 1^{er}. Lorsqu'il est établi que le ratio calculé annuellement tel que visé à l'article 39, § 1^{er}, diminue de 5 pour-cent ou plus, les agriculteurs, préalablement informés, ne réaffectent pas à d'autres utilisations des terres consacrées aux pâturages permanents sans autorisation préalable de l'organisme payeur.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, lorsque la diminution est égale ou supérieure à 5 pour-cent mais inférieure à 7,5 pour-cent vis-à-vis du ratio de référence, les agriculteurs n'affectent pas, pour l'année considérée, les prairies considérées comme faisant partie des pâturages permanents à un autre usage que celui de prairie.

En cas de restructuration de l'exploitation, de circonstances exceptionnelles et d'aménagement foncier, les agriculteurs qui souhaitent affecter à d'autres usages de telles prairies après le mois d'août de l'année considérée, introduisent préalablement une demande d'autorisation motivée à l'Administration et lui indiquent les parcelles qu'ils comptent remettre en prairies en Région wallonne en compensation.

Les nouvelles parcelles sont maintenues comme pâturages permanents pendant un minimum de cinq années. Elles sont considérées, à compter du premier jour de la réaffectation, comme pâturage permanent.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, lorsque la diminution atteint 7,5 pour-cent ou plus vis-à-vis du ratio de référence, outre l'interdiction énoncée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les agriculteurs qui ont affecté, avant la diminution visée ci-dessus, à un autre usage des parcelles considérées comme pâturages permanents remettent une superficie équivalente en prairie en les indiquant à l'organisme payeur.

Les nouvelles parcelles remises en prairie sont maintenues comme pâturages permanents pendant un minimum de cinq années.

L'alinéa 1^{er} s'applique aux terres affectées à d'autres utilisations non prévues par les règlements européens depuis le début de la période de vingt-quatre mois précédant la dernière date limite de dépôt des demandes uniques déposées par l'agriculteur.

Dans ce cas, les agriculteurs réaffectent aux pâturages permanents un pourcentage de ces terres ou y affectent une superficie équivalente. Ce pourcentage est calculé sur la base de la superficie de terres ainsi réaffectées par l'agriculteur à d'autres utilisations et de la superficie nécessaire pour rétablir l'équilibre.

Toutefois, lorsque les terres ont fait l'objet d'un transfert après avoir été affectées à d'autres utilisations, l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement si le transfert a eu lieu après le 1^{er} janvier 2005.

Les parcelles réaffectées ou affectées aux pâturages permanents sont considérées comme « pâturages permanents » à compter du premier jour de la réaffectation ou de l'affectation en tant que telle.

Art. 41. Les parcelles considérées par l'Administration comme ne faisant pas partie des pâturages permanents mais qui ont été déclarées, après le 1^{er} janvier 2005, par un ou différents agriculteurs dans leur demande unique, comme prairie durant cinq années consécutives sont considérées comme faisant partie des pâturages permanents par l'Administration dès la cinquième année.

Les tournières enherbées déclarées comme telles dans la demande unique ne sont pas considérées comme faisant partie des pâturages permanents et ne sont pas prises en compte dans le cadre du maintien des pâturages permanents.

Art. 42. Sans préjudice des obligations prévues à l'article 39, § 2, l'agriculteur peut demander à l'Administration l'autorisation de compenser une ou plusieurs parcelles de son exploitation considérées comme faisant partie des pâturages permanents par une ou plusieurs autres parcelles de superficie totale au moins équivalente et situées en Région wallonne.

En cas d'acceptation par l'Administration, la ou les nouvelles parcelles sont considérées comme faisant partie des pâturages permanents et la ou les anciennes parcelles perdent la qualification de pâturage permanent.

Sous-section 4. — Protection des prairies permanentes

Art. 43. Les prairies permanentes sont soit :

- 1° pâturées ou fauchées avec exportation du produit de la fauche hors de la parcelle au moins une fois par an;
- 2° fauchées avec destruction du couvert et maintien de la coupe sur le terrain, une fois par an entre le 1^{er} août et le 30 septembre.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne s'applique pas aux :

- 1° zones refuges des prairies naturelles, bandes de prairies extensives, prairies à haute valeur biologique faisant l'objet d'une subvention agro-environnementale;
- 2° zones présentant des conditions topographiques ou hydrographiques particulières;
- 3° petits éléments de l'habitat tels que les bosquets, haies, arbres isolés, buissons et l'espace entre la rive des cours d'eau et la prairie;
- 4° sites Natura 2000, réserves naturelles domaniales, réserves naturelles agréées, zones humides d'intérêt biologique et parcelles sous contrat de gestion avec le Département de la Nature et des Forêts de l'Administration ou avec une association agréée de conservation de la nature.

CHAPITRE IV. — Santé publique, santé animale et santé végétale

Section 1^{re}. — Sécurité des aliments

Sous-section 1^{re}. — Sécurité des denrées alimentaires

Art. 44. L'agriculteur respecte les législations fédérales exécutant les articles 14 et 15, l'article 17, § 1^{er}, et les articles 18, 19 et 20 du Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Art. 45. Les agriculteurs respectent l'interdiction de commercialisation de denrées alimentaires qui sont impropres à la consommation ou d'aliments pour animaux qui sont impropres à l'utilisation.

Le lait cru provient d'animaux :

- 1° qui se trouvent en bon état de santé général et qui ne présentent aucun signe de maladie pouvant entraîner la contamination du lait;
- 2° qui ne présentent aucune blessure du pis pouvant altérer le lait;
- 3° auxquels n'ont pas été administrés de substances ou de produits non autorisés par la législation communautaire et les médicaments non autorisés par la législation fédérale;

4° qui n'ont pas fait l'objet d'un traitement illégal, c'est-à-dire d'une utilisation de substances ou de produits autorisés par la législation communautaire à d'autres fins ou à des conditions autres que celles prévues par la législation communautaire ou, le cas échéant, par les différentes législations belges;

5° pour lesquels, dans le cas d'administration de produits ou de substances autorisés, le délai d'attente prescrit pour ces produits ou ces substances a été respecté.

Art. 46. Les agriculteurs assurent la traçabilité de ce qui entre et de ce qui sort de l'exploitation.

Les agriculteurs :

1° se procurent et utilisent uniquement des aliments composés pour des animaux provenant d'établissements enregistrés ou agréés;

2° conservent les résultats de toute analyse d'échantillons prélevés sur des animaux, végétaux ou aliments pour animaux qui revêtent une importance pour la santé publique;

3° tiennent à jour les données minimales de tous les produits qu'ils achètent et utilisent, ainsi que de tous les produits qu'ils vendent ou fournissent;

4° disposent d'un registre de l'utilisation des médicaments sortants pour les exploitations soumises à la guidance vétérinaire;

5° disposent de documents écrits de l'historique de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et biocides.

Aux fins de l'alinéa 2, 1°, les achats de fourrages et les aliments simples ne tombent pas sous le coup de cette obligation.

Aux fins de l'alinéa 2, 3°, les produits entrants visés sont, au moins, les produits phytopharmaceutiques et biocides, les aliments pour animaux, les médicaments vétérinaires et les animaux et les produits sortants visés sont, au moins, les produits végétaux, les animaux et les produits animaux.

Les données minimales visées à l'alinéa 2, 3°, qui font l'objet d'un enregistrement, sont :

1° la nature et l'identification des produits entrants et sortants;

2° la quantité des produits entrants et sortants;

3° la date de réception ou de livraison des produits entrants et sortants;

4° l'identification de l'unité de production qui livre ou prend livraison des produits entrants et sortants.

L'alinéa 2, 3°, ne s'applique pas aux produits qui sont vendus à la ferme directement au consommateur final.

Aux fins de l'alinéa 2, 5°, les informations qui font l'objet d'un enregistrement sont :

1° l'identification de la parcelle et de la culture;

2° la date du traitement;

3° l'identification du produit phytopharmaceutique appliqué;

4° les quantités utilisées.

Art. 47. § 1^{er}. L'agriculteur applique les consignes minimales d'hygiène et, le cas échéant, les consignes d'hygiène spécifiques à leurs productions.

§ 2. Les consignes minimales visées au paragraphe 1^{er} consistent à :

1° entreposer et manipuler les déchets et les substances dangereuses de façon à éviter toute contamination;

2° prévenir l'introduction et la propagation de maladies contagieuses transmissibles à l'être humain par le biais de denrées alimentaires, y compris en prenant des mesures de précaution lors de l'introduction de nouveaux animaux et en signalant les foyers suspectés de telles maladies à l'autorité compétente.

§ 3. Les consignes suivantes sont d'application pour les exploitations de production de lait :

1° les installations de traite et les locaux dans lesquels le lait est entreposé, manipulé ou refroidi, sont situés ou construits de façon à limiter les risques de contamination du lait;

2° les locaux destinés à l'entreposage du lait sont protégés contre la vermine et séparés des locaux où sont hébergés les animaux et, pour répondre aux exigences en matière de traite, de collecte et de transport, contiennent un équipement de réfrigération approprié;

3° les surfaces des équipements destinés à entrer en contact avec le lait sont faciles à nettoyer, à désinfecter et bien entretenues;

4° après utilisation, ces surfaces sont nettoyées et, en cas de risque sanitaire, désinfectées;

5° la traite est effectuée de façon hygiénique;

6° le lait provenant des animaux soumis à un traitement qui risque de faire passer des résidus médicamenteux dans le lait n'est pas utilisé pour la consommation humaine avant la fin du délai d'attente prescrit;

7° immédiatement après la traite, le lait est placé dans un endroit propre, conçu et équipé de façon à éviter toute contamination;

8° le lait visé au 7°, est ramené immédiatement à une température ne dépassant pas 8 °C lorsqu'il est collecté chaque jour et 6 °C lorsque la collecte n'est pas effectuée chaque jour;

9° les exploitants du secteur alimentaire peuvent ne pas respecter les exigences en matière de température pour le lait cru lorsque soit :

a) le lait répond aux critères de qualité du lait cru en ce qui concerne la teneur en germes et les niveaux de résidus d'antibiotiques, et le lait est traité dans les heures suivant la traite;

b) une température plus élevée est nécessaire pour des raisons technologiques liées à la fabrication de certains produits laitiers et l'autorité compétente l'autorise.

L'alinéa 1^{er}, 3°, exige l'utilisation de matériaux lisses, lavables et non toxiques.

Les récipients et citernes visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, utilisés pour le transport du lait cru, sont nettoyés et désinfectés de manière appropriée avant d'être réutilisés.

§ 4. Pour les exploitations de production d'œufs, dans les locaux du producteur, les œufs sont maintenus propres, secs et à l'abri d'odeurs étrangères, efficacement protégés contre les chocs et l'action directe du soleil.

§ 5. L'éleveur :

1° entrepose l'alimentation des animaux destinée aux animaux producteurs de denrées alimentaires séparément des agents chimiques et des autres produits interdits dans l'alimentation des animaux;

2° entrepose des aliments médicamenteux et non médicamenteux de manière à réduire le risque d'administration à des catégories ou espèces d'animaux non ciblés;

3° manipule séparément les aliments non médicamenteux et médicamenteux afin de prévenir toute contamination.

§ 6. Les entreprises du secteur de l'alimentation animale exerçant des activités de production primaire d'aliments pour animaux obtiennent une autorisation préalable pour le mélange d'aliments pour animaux avec utilisation d'additifs ou de prémélanges d'additifs.

Ces mélanges peuvent être opérés uniquement pour leur usage personnel exclusivement.

Sous-section 2. — Interdiction d'utilisation de certaines substances

Art. 48. L'agriculteur respecte les exigences issues de la législation fédérale transposant les articles 3, a), b), d) et e), 4, 5 et 7 de la Directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction de l'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatiques et des substances b-agonistes dans les spéculations animales.

Art. 49. Les agriculteurs respectent les interdictions de détention ou d'utilisation de certaines substances, hors utilisation dans des buts zootechniques ou thérapeutiques telles que définies par la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux.

Tous les troupeaux dont au moins un animal a fait l'objet d'un constat d'utilisation illégale de substances à activité hormonale, de substances ou de corticostéroïdes durant la campagne concernée, sont considérés comme étant en situation de non conformité.

Section 2. — Identification et enregistrement des animaux

Sous-section 1^{re}. — Enregistrement et identification des bovins et porcins

Art. 50. L'agriculteur respecte les législations fédérales relatives à l'identification et l'enregistrement des bovins.

Les législations fédérales visées à l'alinéa 1^{er} sont les normes fédérales qui exécutent les articles 4 et 7 du Règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine.

Art. 51. L'agriculteur respecte les législations fédérales relatives à l'identification et à l'enregistrement des porcins transposant les articles 3, 4 et 5 de la Directive 2008/71/CE du Conseil du 15 juillet 2008 concernant l'enregistrement des animaux de l'espèce porcine.

Art. 52. § 1^{er}. L'agriculteur respecte la législation fédérale en ce que tout détenteur de bovins tient à jour un registre reprenant tous les bovins de l'exploitation et en ce que tout détenteur de porcins inscrit dans un registre d'exploitation toutes les données relatives à son troupeau.

Les registres sont complétés selon les obligations contenues dans la législation fédérale.

Sur simple demande de l'organisme payeur ou de l'autorité compétente à qui l'organisme payeur a délégué les contrôles, l'agriculteur présente en cas de contrôle le registre de l'exploitation des trois dernières années.

§ 2. L'agriculteur respecte les législations fédérales en matière de marquage auriculaire des bovins et des porcins.

L'agriculteur, détenteur de bovins, respecte la législation fédérale en matière de document d'identification et d'enregistrements dans la base de données Sanitrace.

Sous-section 2. — Enregistrement et identification des ovins et des caprins

Art. 53. Les exigences relatives à l'identification des ovins et des caprins sont les législations fédérales exécutant les articles 3, 4 et 5 du Règlement (CE) n° 21/2004 du Conseil du 17 décembre 2003 établissant un système d'identification et d'enregistrement des espèces ovines et caprine.

Art. 54. § 1^{er}. L'agriculteur respecte les conditions d'identification et d'enregistrement des ovins et caprins telles que définies dans la législation fédérale.

Il tient à jour un registre dûment complété selon les obligations contenues dans la législation fédérale.

Sur simple demande de l'organisme payeur ou de l'autorité compétente à qui l'organisme payeur a délégué les contrôles, l'agriculteur présente en cas de contrôle le registre de l'exploitation des trois dernières années.

§ 2. L'agriculteur respecte la législation fédérale en matière de marquage auriculaire des ovins et des caprins ainsi qu'en matière de communication de son registre à la base de données Sanitrace.

L'agriculteur, détenteur de nouveaux ovins ou de nouveaux caprins, déclare dans le mois à l'autorité compétente la présente d'un nouveau troupeau.

Section 3. — Maladies animales

Sous-section 1^{re}. — Lutte contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles

Art. 55. Les exigences relatives à la lutte contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles, en abrégé « EST », sont les législations fédérales exécutant les articles 7, 11, 12, 13 et 15 du Règlement (CE) n° 999/2001 du parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Art. 56. L'agriculteur respecte l'obligation de notification à l'autorité compétente de la suspicion ou de l'existence de certaines maladies.

L'agriculteur respecte l'interdiction d'utilisation de protéines animales dans l'alimentation des ruminants.

Sous-section 2. — Lutte contre certaines maladies

Art. 57. Les exigences relatives à la lutte contre certaines maladies sont les législations fédérales transposant :

1° l'article 3 de la Directive 2003/85/CE du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse, abrogeant la Directive 85/511/CEE et les Décisions 84/531/CEE et 91/665/CEE et modifiant la Directive 92/46/CEE;

2° l'article 3 de la Directive 92/119/CEE du Conseil du 17 décembre 1992 établissant des mesures communautaires générales de lutte contre certaines maladies ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc;

3° l'article 3 de la Directive 2000/75/CEE du Conseil du 20 novembre 2000 arrêtant des dispositions spécifiques relatives aux mesures de lutte et d'éradication de la fièvre catarrhale du mouton.

Art. 58. L'agriculteur respecte l'obligation de notification à l'autorité compétente de la suspicion ou de l'existence de certaines maladies.

Section 4. — Produits phytopharmaceutiques

Sous-section 1^{re}. — Utilisation des produits phytopharmaceutiques

Art. 59. Les exigences relatives à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sont les législations fédérales exécutant l'article 55, première et deuxième phrases, du Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

Art. 60. Conformément à l'article 51 du Règlement (CE) n° 1698/2005, le non-respect des exigences suivantes a une conséquence uniquement sur les aides du deuxième pilier de la politique agricole commune des agriculteurs concernés par un contrat pour des mesures agro-environnementales ou une agriculture biologiques :

1° les agriculteurs utilisateurs de produits de classe A stockent ces produits dans un local ou une armoire approprié et fermé à clé;

2° les utilisateurs de produits de classe A sont agréés en cas de pulvérisation pour le compte d'un tiers;

3° les agriculteurs respectent la largeur de la zone tampon le long des eaux de surface telle que définie sur l'étiquette du produit.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, on entend par « produits de classe A », les produits visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole.

CHAPITRE V. — Bien-être des animaux

Art. 61. L'agriculteur respecte les législations fédérales relatives à l'élevage des veaux transposant les articles 3 et 4 de la Directive 2008/119/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux.

Art. 62. L'agriculteur respecte les législations fédérales relatives à l'élevage des porcs transposant les articles 3 et 4 de la Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

Art. 63. L'agriculteur respecte les législations fédérales transposant l'article 4 de la Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages.

Art. 64. L'agriculteur respecte les législations fédérales en matière :

1° d'exploitations conformes aux prescriptions relatives à l'élevage d'animaux domestiques agricoles;

2° d'absence de symptômes clairs de négligence animale chez les animaux domestiques agricoles;

3° d'exploitations conformes aux prescriptions relatives à l'élevage des veaux;

4° d'absence de symptômes clairs de négligences animale chez les veaux;

5° d'exploitations conformes aux prescriptions relatives à l'élevage des porcs;

6° d'absence de symptômes clairs de négligence animale chez les porcs.

CHAPITRE VI. — Contrôle, sanction et recours

Section 1^{re}. — Contrôle et sanction

Art. 65. Les personnes désignées par l'organisme payeur sont habilitées à contrôler le respect des conditions d'octroi des aides et subventions ainsi que le respect des exigences et des normes de la conditionnalité.

Tout refus de contrôle d'un agriculteur entraîne de plein droit la perte de l'aide.

Art. 66. § 1^{er}. Au cours d'une année civile donnée, la non-respect des dispositions prévues dans le présent arrêté entraîne une réduction des aides de l'année civile donnée conformément aux articles 4, 23 et 24 du Règlement (CE) n° 73/2009 et à l'article 51 du Règlement (CE) n° 1698/2005.

§ 2. Sans préjudice des cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles telles que prévus à l'article 31 du Règlement (CE) n° 73/2009, en cas de non-respect constaté aux normes ou exigences de la conditionnalité, des réductions sont appliquées, sur les paiements des aides octroyées à l'agriculteur au cours d'une année civile donnée.

Le Ministre est habilité à déterminer les taux de réduction, exprimés en pour-cent, et leurs modalités de calculs conformément aux articles 70 à 72 du Règlement n° 1122/2009.

Il est habilité à mettre en place des grilles de réduction qui tiennent compte des comportements incriminés, de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté.

§ 3. Le niveau de réduction appliqué par l'organisme payeur peut être plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans les grilles de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté dans des cas dûment justifiés ou en cas de circonstances exceptionnelles.

Art. 67. § 1^{er}. Dans les cas dûment justifiés, l'organisme payeur peut procéder à l'envoi d'un simple avertissement lorsqu'il y a lieu de considérer un cas de non-respect comme étant mineur, compte tenu de sa gravité, de son étendue et de sa persistance. Dans ce cas, aucune réduction ou exclusion n'est opérée.

L'avertissement est notifié à l'agriculteur visé et décrit le constat de non-respect constaté. Il mentionne l'obligation de mettre en œuvre une action corrective.

Toutefois, conformément à l'article 99, § 2, alinéa 3, du Règlement n° 1306/2013, les cas de non-respect constituant un risque direct pour la santé humaine ou la santé animale ne peuvent pas être considérés comme étant mineurs. Ces cas de non-respect entraînent toujours une réduction ou la suppression de l'aide.

Le Ministre détermine les cas de non-respect visés à l'alinéa 1^{er} et la procédure suivie par l'organisme payeur pour mettre en œuvre cet article.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, l'agriculteur remédie à la situation dans un délai fixé par l'organisme payeur dans l'avertissement. Le délai fixé ne peut pas dépasser la fin de l'année suivant celle au cours de laquelle la constatation a été effectuée.

Si l'agriculteur ne remédie pas à la situation dans le délai fixé, le cas de non-respect concerné n'est plus considéré comme étant mineur et la réduction prévue en vertu de l'article 66 s'applique rétroactivement conformément à l'article 99 du Règlement (CE) n° 1306/2013.

Section 2. — Recours

Art. 68. L'agriculteur peut introduire un recours contre toute décision de l'Administration relative aux décisions prises en vertu du présent arrêté selon les formes et procédures prévues aux articles D.17, D.18 et D.256 du Code auprès de l'inspecteur général du Département des Aides de l'Administration.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 69. A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon de 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales, les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune en matière agricole » sont remplacés par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole ».

Art. 70. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon de 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune en matière agricole » sont remplacés par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole ».

Art. 71. Jusqu'au 1^{er} janvier 2015, il faut lire la mention de l'article D.IV.4, 8°, 10°, 11° et 12°, du Code du Développement territorial telle que reprise à l'article 31, § 1^{er}, alinéa 2, comme l'article 84, § 1^{er}, 8°, 10°, 11° et 12°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Art. 72. Les articles 27 et 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 sont abrogés.

Art. 73. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

2° l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Art. 74. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 75. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R.DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205672]

13. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, Artikel 4, 5 und 6;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, der Modulation und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe gemäß der genannten Verordnung und mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 hinsichtlich der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen im Rahmen der Stützungsregelung für den Weinsektor;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 9, 10 und 11;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.250, D.251 und D.263;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;

Aufgrund des am 27. November 2013 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 23. Januar 2014 stattgefundenen und am 11. Februar 2014 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 24. April 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.886/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet wird, dass das Projekt am 24. April 2014 bereits Gegenstand eines Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung gewesen ist; dass die Regierung jedoch in Erwägung der außergewöhnlichen Wetterlage des Winters 2013-2014, die die natürliche Zerstörung der frostempfindlichen Deckkulturen nicht ermöglicht hat, und der Dringlichkeit, Maßnahmen zugunsten der bestäubenden Insekten zu treffen, beschlossen hat, eine neue Bestimmung einzufügen, um eine Maßnahme zum Verbot der chemischen Zerstörung dieser Kulturen zu treffen;

In der Erwägung, dass folglich ein neuer Artikel 18 mit folgendem Wortlaut eingefügt wurde: "Art. 18. — Die Winterdeckfrucht darf während der Blütezeit nicht chemisch zerstört werden"; in der Erwägung, dass das Projekt sonst lediglich angepasst wurde, um den früheren Bemerkungen des Staatsrats Rechnung zu tragen und um die Nummerierung und die Verweise zu aktualisieren;

In der Erwägung, dass das Gutachten über diese neue Bestimmung gemäß Artikel 84, § 1, 3° der Gesetze über den Staatsrat innerhalb einer Frist von fünf Werktagen angefordert wird, da es in Anbetracht der außergewöhnlichen Wetterlage des Winters 2013-2014 und der Dringlichkeit, Maßnahmen zugunsten der bestäubenden Insekten zu treffen, notwendig ist, eine Maßnahme zu treffen, um die chemische Zerstörung der frostempfindlichen Deckkulturen zu untersagen;

Aufgrund des am 21. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 3° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.373/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

In Erwägung des Vereinbarungsprotokolls vom 18. Juli 2013 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

In Erwägung der Verpflichtung, den oben erwähnten Verordnungen des Rats und der Kommission nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Gewährung von Direktzahlungen der Einhaltung der Grundanforderungen an die Betriebsführung, der Erhaltung der landwirtschaftlichen Flächen in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand und den Verpflichtungen für die Aufrechterhaltung der für Dauerweiden bestimmten Ländereien, einschließlich für die nicht angebauten Flächen, unterliegt;

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur die Cross-Compliance-Anforderungen und -Normen für die Wallonische Region festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Cross-Compliance-Anforderungen bzw. -Normen und die möglichen Folgen bei Nichteinhaltung Gegenstand von Konzertierungsgesprächen mit den in den betreffenden Bereichen spezialisierten Einrichtungen und mit den Vertretern der Landwirte waren;

In der Erwägung, dass Sanktionen für den Fall einer fehlerhaften Ausführung der neuen Regelungen für Direktzahlungen vorgesehen sind;

In Erwägung des am 18. Juli 2013 zwischen der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK), der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt ("Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement", D'GARNE) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Landwirtschafts- und Fischereiagentur ("Agentschap voor Landbouw en Visserij", ALV) der flämischen Behörde geschlossenen Protokolls über die Cross-Compliance;

In der Erwägung, dass die autonome Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung am 16. Dezember 2013 und am 10. Februar 2014 um ein Gutachten ersucht worden ist; dass kein Gutachten innerhalb der vorgesehenen Frist gemäß Artikel 11 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung im Hinblick auf die Einsetzung einer autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung abgegeben werden konnte;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "einheimischer Baum": jeder einheimische Baum mit einem Stammumfang von 40 cm oder mehr, gemessen in 1,5 Meter Höhe;

2° "Gesetzbuch": das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° "Wassergesetzbuch": das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

4° "Informationscode": ein von der Verwaltung festgelegter Code, der in den Sammelantragsformularen verwendet wird und zusätzliche Informationen zur Parzelle bzw. zu ihrer geographischen Lage, ihrer Nutzung oder einer sonstigen physischen oder landwirtschaftlichen Eigenschaft angibt;

5° "Cross-Compliance": die Grundanforderungen an die Betriebsführung und die Normen für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand im Sinne von Art. 4, 5 und 6 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009;

6° "Anforderung": jede individuelle verordnungsrechtliche Anforderung (Grundanforderung) an die Betriebsführung, die sich aus einem der in Anhang II zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 aufgeführten Artikel bestimmter Rechtsakte ergibt und von jeglicher sonstigen Anforderung des betreffenden Rechtsakts inhaltlich unterscheidet;

7° "einheimische Hecke": jeder mit einheimischen Bäumen oder Sträuchern bepflanzte, mindestens 10 Meter lange ununterbrochene Abschnitt;

8° "Normen": die von den Mitgliedstaaten festgelegten Normen gemäß Artikel 6 und Anhang III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 und die Auflagen im Zusammenhang mit Dauerweideland (in der Verordnung als "Dauergrünland" bezeichnet) nach Artikel 6 der besagten Verordnung;

9° "als Dauerweideland betrachtete Parzelle": jede auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene landwirtschaftliche Parzelle, die eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt:

a) Die Parzelle ist fünf vollendete Jahre lang ununterbrochen als Wiese oder Weide bei der Verwaltung angemeldet worden;

b) Die Parzelle geht aus der Ersetzung einer früher als Dauerweideland angesehenen anderen Parzelle infolge einer von der Verwaltung genehmigten Ausgleichsmaßnahme hervor;

c) Die Parzelle ist zum ersten Mal bei dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem - nachstehend "InVeKoS" - angemeldet worden und ihr Besitzer erbringt den Nachweis dafür, dass auf dieser Parzelle kein Fruchtwechsel in den fünf Jahren vor deren Anmeldung stattgefunden hat;

10° "Dauerweideland bzw. Dauerweide": eine Fläche, die zum Anbau von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt wird, gemäß der Definition in Artikel 2 Buchstabe c) der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009;

11° "Dauergrünland bzw. Dauerwiese": jede landwirtschaftliche Parzelle, die für das laufende Jahr im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems - nachstehend "InVeKoS" - als Dauerwiese oder als Weide mit Sonderstatus angemeldet worden ist;

12° "Verordnung (EG) Nr. 1698/2005": die Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

13° "Verordnung (EG) Nr. 73/2009": die Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

14° "Verordnung (EG) Nr. 1122/2009": die Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, der Modulation und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe gemäß der genannten Verordnung und mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 hinsichtlich der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen im Rahmen der Stützungsregelung für den Weinsektor;

15° "gefährliche Stoffe": Stoffe im Sinne von Artikel R.90 Ziffer 19° des Wassergesetzbuches;

16° "Natura 2000-Bewerberggebiet": jedes sich um eine Bezeichnung "Natura 2000" bewerbende Gebiet im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 18° bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

17° "Natura 2000-Gebiet": jedes Natura 2000-Gebiet im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

18° "Niederwald mit Kurzumtrieb": alle Flächen, die mit stockausschlagfähigen Gehölzarten mit einem Erntezyklus von höchstens 12 Jahren bestockt sind;

19° "Anteil der Bodengebundenheit": der Anteil der Bodengebundenheit im Sinne der Definition in Artikel R.188 Ziffer 31° des Wassergesetzbuches, deren Berechnungsformel kraft Art. R.212 § 3 des Wassergesetzbuches festgelegt wird;

20° "gefährdetes Gebiet": jedes gefährdete Gebiet, das kraft Art. R.190 des Wassergesetzbuches als solches ausgewiesen wurde.

KAPITEL II — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - § 1. Jeder Landwirt, der eine Beihilfe beantragt, hält die Normen und die Anforderungen der Cross-Compliance im Rahmen seiner landwirtschaftlichen Tätigkeiten ein, einschließlich für die nicht angebauten Flächen.

Die Kontrolle der Einhaltung der in Absatz 1 erwähnten Normen und Anforderungen liegt in der Verantwortung der Zahlstelle.

Wenn die Landwirte die in Absatz 1 erwähnten Normen und Anforderungen nicht einhalten, werden die Beihilfen, die den Landwirten, die für ein Kalenderjahr einen Beihilfeantrag eingereicht haben, in diesem Kalenderjahr gewährt werden, gemäß der europäischen Gesetzgebung proportional zu dem seitens des Landwirts gemäß Kapitel 6 festgelegten Verstoß gegen die Cross-Compliance gekürzt.

Jeder zu Unrecht ausgezahlte Betrag wird nach den in den Artikeln D.258 bis D.260 des Gesetzbuches vorgesehenen Modalitäten beigetrieben.

§ 2. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind auf die gesamten landwirtschaftlichen Parzellen und Betriebe anwendbar, die sich ganz oder teilweise auf dem Gebiet der wallonischen Region befinden und die von einem Landwirt in dem Sammelantrag angegeben wurden.

Art. 3 - § 1. Die Landwirte geben alle landwirtschaftlichen Parzellen ihrer Betriebe nach den in den Artikeln D.28 bis D.32 des Gesetzbuches bestimmten Modalitäten in dem Sammelantrag an.

Die globale Fläche der durch den Betreiber bewirtschafteten Ländereien (auch außerhalb der Wallonischen Region) wird jährlich angegeben, damit sie für die Berechnung der Bodengebundenheit berücksichtigt werden kann.

§ 2. Jeder Landwirt muss in der Lage sein, auf Anfrage Informationen über die Parzellen zu liefern, die er von einem Wirtschaftsjahr zum nächsten nicht mehr bewirtschaftet, d. h. die Identität des Besitzers und des jetzigen oder vorherigen bewirtschaftenden Landwirts im Fall, wo der Kulturaustausch zu Ende geht.

In Ermangelung dessen werden die betroffenen Parzellen so behandelt, als seien sie immer noch ein Teil des Betriebs.

Art. 4 - § 1. Die in den Kapiteln 4 und 5 erwähnten föderalen Gesetzgebungen werden durch die Zahlstelle in die aufgrund der europäischen Regelung aufgestellte Liste der einzuhaltenden Grundanforderungen an die Betriebsführung und Normen bezüglich des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands angegeben.

§ 2. Die im vorliegenden Erlass bestimmte und festgelegte Gesetzgebung, sowohl auf föderaler als auch auf regionaler Ebene, wird unabhängig von ihrer Veröffentlichung in der im § 1 erwähnten Liste im Rahmen der Cross-Compliance von den Landwirten eingehalten.

§ 3. Wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, zusätzliche Maßnahmen aufgrund einer im § 1 erwähnten Norm verabschiedet, werden diese Maßnahmen ab dem folgenden Jahr in die im Rahmen der Cross-Compliance einzuhaltenden Anforderungen oder Normen integriert.

KAPITEL III — Umwelt, Klimaveränderung und guter landwirtschaftlicher Zustand der Flächen

Abschnitt 1 — Wasser

Unterabschnitt 1 — Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen

Art. 5 - § 1. Die Landwirte halten die Anforderungen an den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen ein, durch die die Artikel 4 und 5 der Richtlinie 91/676/EWG des Rates vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen, so wie sie durch die Verordnung (EG) Nr. 1137/2008 zur Anpassung einiger Rechtsakte, für die das Verfahren des Artikels 251 des Vertrags gilt, an den Beschluss 1999/468/EG des Rates in Bezug auf das Regelungsverfahren mit Kontrolle abgeändert wurde, umgesetzt werden.

§ 2. Sie beachten die in den Artikeln R.192, § 1, R.193 bis R.213, und R.221 bis R.224 des Wassergesetzbuches festgelegten Verbote bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft.

§ 3. Die Zahlstelle teilt jeder Parzelle, die sich teilweise oder ganz in einem gefährdeten Gebiet befindet, einen Informationscode zu, der den Landwirten anhand des Formulars des Sammelantrags mitgeteilt wird.

Art. 6 - § 1. Die Landwirte benutzen Schlamm im Sinne von Artikel 1, 1^o des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben, erst nach der Gewährung eines gemäß Artikel 3 dieses Erlasses vom 12. Januar 1995 ausgestellten Zeugnisses.

Sie verwenden erst Tierzuchtabwässer im Sinne von Artikel R.188, 1^o des Wassergesetzbuches oder die aus diesen Abwässern stammenden Stoffe, nachdem ihnen eine Abweichung aufgrund des Artikels 5, § 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Januar 2013 über die Vermarktung und Benutzung der Dünger, Düngemittel und Kultursubstrate oder aufgrund des Artikels 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung gewisser Abfälle in der wallonischen Region gewährt wurde.

In dem in Absatz 2 erwähnten Fall beachten die Landwirte die Bestimmungen, die in den in Artikel 5, § 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Januar 2013 über die Vermarktung und Benutzung der Dünger, Düngemittel und Kultursubstrate vorgesehenen föderalen Abweichungen und in den in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben vorgesehenen Zeugnissen über die regionale Verwendung auferlegt werden.

§ 2. Die Landwirte übermitteln den Bediensteten der Zahlstelle oder der Behörde, die sie mit einer oder mehreren ihrer Aufgaben aufgrund von Artikel D.256 des Gesetzbuches bevollmächtigt hat, auf deren einfache Anfrage eine Kopie des Ausbreitungsvertrags und eine Kopie des von den an die Buchführung über den Stickstofftransfer beteiligten Parteien unterzeichneten Schriftstücks mit den Informationen, die in Artikel R.212 des Wassergesetzbuches erwähnt sind oder die von der Zahlstelle bzw. der bevollmächtigten Behörde erbeten werden. Sie geben die Referenzen des Zeugnisses oder der Abweichung an, das bzw. die gemäß § 1 die Verwendung von Schlamm und von Tierzuchtabwässern bzw. von den aus diesem Abwässern stammenden Stoffen erlaubt.

Die Landwirte übergeben Drittpersonen organische Düngemittel, wobei sie die Bestimmungen des Artikels R.212 des Wassergesetzbuches einhalten.

§ 3. Die Landwirte beachten das in den Artikeln R.193 und R.194 des Wassergesetzbuches vorgesehene Verbot des direkten Ableitens von Düngemitteln und Sickersäften, einschließlich derjenigen, die aus gelagerten Pflanzen stammen, in den Untergrund, in öffentliche Abwasserleitungen oder in ein Oberflächengewässer. Die Landwirte halten auch die Verpflichtung ein, die bei der Lagerung von pflanzlichen Stoffen abfließenden Sickersäfte zu lagern oder durch ein Absorptionsmittel aufzunehmen.

Art. 7 - Die Landwirte halten die in den Artikeln R.195 bis R.199 und R.201 des Wassergesetzbuches, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, vorgesehenen Lagerungsbedingungen im Feld und im Hof für Mist und Geflügelkot sowie die Lagerungsbedingungen für Gülle und Jauche ein.

Alle Lagerinfrastrukturen für Tierzuchtabwässer erfüllen die in Artikel R.200, § 1 des Wassergesetzbuches vorgesehenen Bedingungen und die von dem Minister aufgrund § 2 des Artikels R.200 des Wassergesetzbuches festgelegten technischen Vorschriften.

Art. 8 - Die Landwirte halten die in den Artikeln R.202 bis R.210 des Wassergesetzbuches, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, vorgesehenen Ausbringungsbedingungen ein.

Für die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung eingestuften Betriebe verfügen die Landwirte über die Schriftstücke bezüglich des Ankaufs oder der Lieferung mineralischer Düngemittel nach den Artikeln 11 und 25 des Königlichen Erlasses vom 28. Januar 2013 über die Vermarktung und Benutzung der Dünger, Düngemittel und Kultursubstrate.

Art. 9 - In gefährdeten Gebieten halten die Landwirte die Artikel R.192, § 1 und R.221 bis R.224 des Wassergesetzbuches ein.

Art. 10 - Die Landwirte halten die Bestimmungen ein, die in den Artikeln R.211 und R.213 des Wassergesetzbuches über den Anteil der Bodengebundenheit vorgesehen sind.

Unterabschnitt 2 — Pufferstreifen entlang der Wasserläufe

Art. 11 - Entlang der gemäß Artikel 1 bis 5 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe eingestuft Wasserläufe halten die Landwirte die Bestimmungen von Artikel R.202, § 1 des Wassergesetzbuches ein.

Unterabschnitt 3 — Verwendung des Wassers zu Bewässerungszwecken

Art. 12 - Die Landwirte, die das Wasser zu Bewässerungszwecken verwenden, halten die in Artikel 12, § 2 und § 3 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Normen hinsichtlich der Arbeiten an Wasserläufen und den Artikel 10, § 1, Absätze 1 und 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ein.

Unterabschnitt 4 — Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe

Art. 13 - Die Landwirte beachten die Normen hinsichtlich des Schutzes des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe zur Umsetzung der Richtlinie 80/68/EWG des Rates vom 17. Dezember 1979 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe in der am letzten Tag ihrer Gültigkeit geltenden Fassung, was die landwirtschaftliche Tätigkeit betrifft.

Die Landwirte halten die aufgrund folgender Artikel festgelegten Normen ein:

1° Artikel R.153 bis R.169 und R.187bis-2 des Wassergesetzbuches;

2° Artikel 11 bis 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen.

Art. 14 - Die in Anwendung des Artikels 2 des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz des Mineral- und Thermalwassers festgelegten Schutzperimeter werden für die Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts den entfernten Präventivzonen gleichgestellt.

Art. 15 - In den Überwachungszonen im Sinne von Artikel D.2, 95° des Wassergesetzbuches halten die Landwirte die Maßnahmen ein, die von dem Minister in Anwendung der Artikel R.167, 6° und R.170, 7° des Wassergesetzbuches getroffen werden.

Art. 16 - § 1. Die Landwirte vermeiden die direkten Ableitungen, d.h. das Einleiten von Stoffen in das Grundwasser ohne Versickern über den Boden oder den Unterboden.

Das direkte Ableiten der folgenden Stoffe ist untersagt:

1° *a)* organohalogene Verbindungen und Stoffe, die im Wasser derartige Verbindungen entstehen lassen können;

b) organische Phosphorverbindungen;

c) organische Zinnverbindungen;

d) Stoffe, die im oder durch Wasser krebserregende, mutagene oder teratogene Wirkung haben;

e) Quecksilber und Quecksilberverbindungen;

f) Cadmium und Cadmiumverbindungen;

g) Mineralöle und Kohlenwasserstoffe;

h) Cyanide;

2° *a)* folgende Metalloide und Metalle und ihre Verbindungen:

1. Zink;

2. Kupfer;

3. Nickel;

4. Chrom;

5. Blei;

6. Selen;

7. Arsen;

8. Antimon;

9. Molybdän;

10. Titan;

11. Zinn;

12. Barium;

13. Beryllium;

14. Bor;

15. Uran;

16. Vanadium;

17. Kobalt;

18. Thallium;

19. Tellur;

20. Silber;

b) die Biozidprodukte und die davon abgeleiteten Verbindungen im Sinne von Artikel 3, § 1, *a)* der Verordnung (EU) Nr. 528/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2012 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten, die in Punkt 1° nicht aufgeführt werden;

c) Stoffe, die eine für den Geschmack oder den Geruch des Grundwassers abträgliche Wirkung haben, sowie Verbindungen, die im Grundwasser zur Bildung solcher Stoffe führen und es für den menschlichen Gebrauch ungeeignet machen können;

d) giftige oder langlebige organische Siliziumverbindungen und Stoffe, die im Wasser zur Bildung solcher Verbindungen führen können, mit Ausnahme derjenigen, die biologisch unschädlich sind oder sich im Wasser rasch in biologisch unschädliche Stoffe umwandeln;

e) anorganische Phosphorverbindungen und reiner Phosphor;

f) Fluoride;

g) Ammoniak und Nitrite.

Die Normen werden im Rahmen der Cross-Compliance nicht beachtet, wenn Ableitungen über künstliche Einleitungen wie die Quelfassungen, die Piezometer oder die Sickergruben oder um natürliche Einleitungen wie die Karsterscheinungen (Schlundloch, karstische Schächte oder Spalten, die entweder bis zur Erdoberfläche reichen, oder durch einen künstlich an der Oberfläche angelegten Zugang erreicht werden) erfolgen.

§ 2. Ableitungen, für die nach den vom Minister festgelegten Modalitäten festgestellt wird, dass sie die in § 1, Absatz 2, 1° oder 2° erwähnten Stoffe in so geringer Menge und Konzentration enthalten, dass jede gegenwärtige oder künftige Gefahr einer Beeinträchtigung der Qualität des Grundwassers ausgeschlossen ist, stellen keinen Verstoß dar.

§ 3. Die Maßnahmen zur Beseitigung oder zur Lagerung zwecks Beseitigung der in § 1, Absatz 2, 1° erwähnten Stoffe, die zu einer indirekten Ableitung führen können, bedürfen einer Genehmigung nach dem vom Minister festgelegten Verfahren.

Ergibt sich bei einer vorherigen Analyse, dass das Grundwasser, in das die Ableitung von in § 1, Absatz 2, 1° erwähnten Stoffen vorgesehen ist, auf Dauer für andere Nutzungen untauglich ist, so kann der Minister die Ableitung dieser Stoffe nach dem von ihm festgelegten Verfahren genehmigen, sofern das Vorhandensein dieser Stoffe die Nutzung von Bodenschätzen nicht beeinträchtigt.

§ 4. Jede direkte Ableitung von Stoffen, die in § 1, Absatz 2, 2° erwähnt sind, sowie die Maßnahmen zur Beseitigung oder zur Lagerung zwecks Beseitigung dieser Stoffe, die zu einer indirekten Ableitung führen können, bedürfen einer Genehmigung nach dem vom Minister festgelegten Verfahren.

Art. 17 - Die Landwirte sind in der Lage, den Beweis der Dichtigkeit der Heizöltanks mit einem Fassungsvermögen von wenigstens 3 000 Litern, die in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen erwähnt sind und die im Rahmen der landwirtschaftlichen Tätigkeit genutzt werden, zu erbringen.

Abschnitt 2 — Böden und Kohlenstoffspeicherung

Unterabschnitt 1 — Mindestbodenbedeckung

Art. 18 - Die Winterdeckfrucht darf während der Blütezeit nicht chemisch zerstört werden.

Art. 19 - § 1. Die Landwirte führen eine Mindestbodenbedeckung auf den Abschnitten der Parzellen, die eine Erosionsgefahr aufweisen, ein.

Eine Parzelle weist eine Erosionsgefahr auf, wenn sie ein Gebiet von mehr als 50 % ihrer Fläche oder ein Gebiet an einem Stück von mehr als 50 Ar umfasst, das eine Neigung von 10 % oder mehr als 10 % aufweist.

§ 2. Der Minister trifft alle Maßnahmen, um die Modalitäten zur Identifizierung der Parzellen, die eine Erosionsgefahr aufweisen, und die Modalitäten zur Information der Landwirte festzulegen.

Die Zahlstelle teilt jeder als erosionsgefährdet betrachteten Parzelle einen je nach der Neigung unterschiedlichen Informationscode zu, der den Landwirten anhand des Formulars des Sammelantrags mitgeteilt wird.

Art. 20 - Die in Artikel 19, § 1, Absatz 1 erwähnte Bodenbedeckung wird spätestens am 15. September eines bestimmten Jahres eingeführt und darf vor dem 1. Januar des folgenden Jahres nicht zerstört werden.

Der Aufwuchs und die Ernterückstände werden als Bodenbedeckung betrachtet.

Die in Absatz 1 erwähnte Verpflichtung betrifft nicht die Parzellen mit Hackkulturen, die die Bestimmungen von Artikel 21, § 2, § 3 oder § 4 einhalten.

Unterabschnitt 2 — An die standortspezifischen Bedingungen angepasste Mindestpraktiken der Bodenbearbeitung zur Eindämmung der Erosion

Art. 21 - § 1. Die Landwirte bauen keine Hackfrüchte bzw. gleichgestellte Pflanzen auf den als erosionsgefährdet betrachteten Parzelle im Sinne von Artikel 19, § 1, Absatz 2 an.

Die Hackfrüchte oder gleichgestellten Pflanzen sind:

- 1° Silagemais oder Körnermais;
- 2° Futter- oder Zuckerrüben;
- 3° Futtermöhren;
- 4° Kartoffeln;
- 5° Zichorie;
- 6° Wurzelgemüse;
- 7° Leguminosen;
- 8° andere Gemüsesorten im Sinne des Formulars des Sammelantrags.

§ 2. Der Anbau von den in § 1, Absatz 2 erwähnten Pflanzen wird auf einer erosionsgefährdeten Parzelle erlaubt, wenn diese einen Wiesenstreifen umfasst, der die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° der Wiesenstreifen befindet sich unterhalb des Hangs und innerhalb der betroffenen Parzelle, damit die mit dem Abfließen des Wassers aus der Parzelle verbundenen Gefahren begrenzt werden;

2° dieser grasbewachsene Streifen wird vor Einsaat mit Hackfrüchten oder gleichgestellten Pflanzen angesiedelt und bis zu deren Ernte aufrechterhalten;

3° die Mindestbreite des Wiesenstreifens beträgt 6 Meter;

4° der Wiesenstreifen setzt sich aus einer Mischung aus Wiesengräsern oder Wiesengräsern und Leguminosen zusammen;

5° der Wiesenstreifen darf nicht beweidet werden;

6° der Wiesenstreifen wird nach dem 1. Juli des betreffenden Jahres gemäht.

§ 3. Der Anbau der in § 1, Absatz 2 erwähnten Pflanzen wird erlaubt, wenn es sich bei der angrenzenden Parzelle, die in der Verlängerung des absteigenden Teils der gefährdeten Parzelle liegt, handelt:

1° entweder um eine Wiese, eine Bewaldung oder um einen Wald, unter der Bedingung, dass diese angrenzende Parzelle eine Breite von wenigstens 6 Metern aufweist;

2° oder um eine als Wiesenstreifen angegebene Kultur, unter der Bedingung, dass die Bodenbedeckung dieser angrenzenden Parzelle vor dem 30. November des vorangegangenen Jahres angelegt wurde, und dass diese angrenzende Parzelle die unter § 2 angeführten Bedingungen erfüllt.

§ 4. Der Anbau der in § 1, Absatz 2 erwähnten Pflanzen wird auf einer erosionsgefährdete Parzelle erlaubt, wenn die Landwirte auf eine vom Minister genehmigte technische Innovation zurückgreifen, deren anerkannte Ergebnisse ermöglichen, die Erosionsgefahr zu begrenzen.

Der Minister trifft alle Maßnahmen, um die in Absatz 1 erwähnten technischen Innovationen, deren Ergebnisse anerkannt sind, und die Modalitäten, um die Landwirte darüber zu informieren, zu bestimmen.

Unterabschnitt 3 — Erhalt des Gehalts organischer Stoffe im Boden

Art. 22 - Die Landwirte verbrennen das Stroh, die Stoppeln und die sonstigen Ernterückstände, die auf ihrer Parzelle erzeugt werden, nicht.

In außergewöhnlichen Fällen aus erwiesenen Gründen des Pflanzenschutzes kann der Minister Abweichungen von dem in Absatz 1 erwähnten Verbot im Rahmen individueller Entscheidungen gewähren.

Unterabschnitt 4 — Bodenschutz bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft

Art. 23 - Die Landwirte halten die Anforderungen bezüglich des Bodenschutzes bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft ein, durch die Artikel 3 der Richtlinie 86/278/CEE des Rates vom 12. Juni 1986 über den Schutz der Umwelt und insbesondere der Böden bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft umgesetzt wurde.

Die Landwirte halten die aufgrund folgender Artikel gestellten Anforderungen ein:

1° Artikel 2, 5 bis 10 und 12, § 1 und § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben;

2° Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 28. Januar 2013 über die Vermarktung und Benutzung der Dünger, Düngemittel und Kultursubstrate.

Art. 24 - Jeder Landwirt, der Klärschlamm verwendet oder verwendet hat, erklärt dies in der entsprechenden Rubrik seines Formulars des Sammelantrags.

Art. 25 - Die Landwirte dürfen den bestellten Schlamm weder an Dritte abtreten noch vermarkten.

Abschnitt 3 — Biologische Vielfalt

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 26 - Die Landwirte halten die spezifischen Anforderungen bezüglich der biologischen Vielfalt ein, die im Rahmen der Natura 2000-Gebiete und der Natura 2000-Berwerbergegebiete gestellt wurden.

Unterabschnitt 2 — Einhaltung der im Gesetz vom 12. Juli 1973

über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Maßnahmen zum Schutz der Tier- und Pflanzenarten

Art. 27 - Die Landwirte halten die Anforderungen bezüglich der biologischen Vielfalt zur Umsetzung des Artikels 3, § 1 und § 2, *b*) und des Artikels 4 der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten ein.

Art. 28 - Die Landwirte beachten:

1° die Bestimmungen über die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur geschützten Vogelarten und die aufgrund des Artikels 4, § 2 dieses Gesetzes getroffenen Maßnahmen;

2° das Verbot der Zerstörung von streng geschützten Arten im Sinne von den Artikeln 2*bis*, 3 und 3*bis* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und die aufgrund des Artikels 4, § 2 dieses Gesetzes getroffenen Maßnahmen;

3° die im Sektorenplan angeführten Zuweisungen.

Für die Zwecke des Absatzes 1, 1° und 2° sind die derart geschützten Tier- und Pflanzenarten die in den Anlagen I, IIa, IIb, VIa, VIb, IX und XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur angeführten Arten.

Unterabschnitt 3 — Einhaltung der Schutzmaßnahmen in den Natura 2000-Berwerbergen und in den Natura 2000-Gebieten

Art. 29 - Die Landwirte halten die Anforderungen bezüglich der biologischen Vielfalt zur Umsetzung des Artikels 6, § 1 und § 2 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen ein.

Art. 30 - Die Landwirte, die in ihrem Betrieb eine oder mehrere Parzellen von jeweils mindestens 2 Ar besitzen, die sich in einem Natura 2000-Berwerbergegebiet befinden, halten auf den in diesem Gebiet gelegenen Parzellen die Bestimmungen der Artikel 5, 5*ter*, 28, § 1, 28*bis* und 29, § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur sowie die in Ausführung dieser Bestimmungen verabschiedeten Erlasse ein, und zwar:

1° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

2° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung.

Die Landwirte, die in ihrem Betrieb eine oder mehrere Parzellen von jeweils mindestens 2 Ar besitzen, die sich in einem Natura 2000-Gebiet befinden, halten auf den in diesem Gebiet gelegenen Parzellen die in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen und die Bestimmungen der Artikel 26, § 1, 9° und 28, § 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur sowie die in Ausführung dieser Bestimmungen verabschiedeten Erlasse ein, und zwar:

1° die Bezeichnungserlasse, die die Parzelle oder den Teil der Parzelle in einem Natura 2000-Gebiet betreffen;

2° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen.

Die Zahlstelle teilt jeder Parzelle, die sich teilweise oder ganz in einem betroffenen Natura 2000-Gebiet befindet, einen Informationscode zu, der den Landwirten anhand des Formulars des Sammelantrags mitgeteilt wird.

Art. 31 - Für die in den Natura 2000-Gebieten oder Natura 2000-Berwerbergen gelegenen Parzelle bezieht sich Artikel 30 nur auf den Parzellenteil von mindestens 2 Ar, der sich im Natura 2000-Gebiet oder im Natura 2000-Berwerbergegebiet befindet.

Abschnitt 4 — Landschaft und Mindestmaß an Instandhaltung

Unterabschnitt 1 — Erhaltung der Landschaftsmerkmale

Art. 32 - § 1. Auf allen Parzellen ihrer Betriebe erhalten die Landwirte die Landschaftsmerkmale.

Die Landwirte halten die Normen des Artikels D.IV.4, 8°, 10°, 11° und 12° des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein.

Was die Prüfung der Einhaltung des im Artikel D.IV.4, 8° des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung erwähnten Verbots, das Bodenrelief erheblich zu verändern, betrifft, wird eine Veränderung des Bodenreliefs als erheblich betrachtet, sofern die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

1° sie bezieht sich auf eine Fläche von mehr als 2 Ar;

2° sie ist mehr als 50 cm tief;

3° sie befindet sich zumindest teilweise in einem Gebiet mit besonderem Statut;

Die Landwirte halten die Verbote und die besonderen Schutzmaßnahmen ein, die aufgrund von Artikel 452/27, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie festgelegt wurden.

§ 2. Die Zerstörung von Landschaftsmerkmalen und festen Landschaftselementen wie die Felldränder, die Böschungen, die Gräben, die Teiche und die Tümpel ist verboten, es sei denn, sie wird im Rahmen einer Städtebaugenehmigung oder in Ermangelung dieser Genehmigung durch die zuständige Behörde genehmigt.

Art. 33 - Die Landwirte halten die in Artikel 294 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehene Verpflichtung ein.

Art. 34 - Die Landwirte führen am Feltrand in einem Abstand von weniger als 1 Meter von der Fahrbahndecke folgende Arbeiten nicht aus:

1° das Anlegen einer Kultur;

2° das Ausbringen eines Düngemittels;

3° die Bodenbearbeitung;

4° die Bodenbearbeitung oder eine Behandlung zum Pflanzenschutz, außer spezifischer Behandlung gegen die invasiven Pflanzen.

Die Landwirte können jedoch eine landwirtschaftliche Parzelle über die in Absatz 1 erwähnte Grenze hinaus bewirtschaften, wenn sie durch jegliches Rechtsmittel beweisen können, dass die Grenze des Gutes, das sie anbauen oder erhalten, weniger als 1 Meter entfernt der Fahrbahndecke aufgrund einer kommunalen Genehmigung, eines Dokuments der Katasterverwaltung oder jeglicher anderen von der Verwaltung gewährten Abweichung liegt.

Art. 35 - Außer wenn eine Städtebaugenehmigung oder mangels deren die zuständige Behörde dies genehmigt, ist es den Landwirten untersagt, die folgenden Arbeiten vorzunehmen:

1° das Ausreißen und die mechanische bzw. chemische Zerstörung der einheimischen Hecken;

2° der Rückschnitt der einheimischen Hecken auf einer Höhe von weniger als 1 Meter ohne Schutzmaßnahme gegen Viehschäden;

3° das Ausreißen, die mechanische bzw. chemische Zerstörung und der Rückschnitt der einheimischen Bäume.

Das Schneiden von gekappten Bäumen unterliegt nicht den in Absatz 1 erwähnten Bedingungen.

Unterabschnitt 2 — Unerwünschte Vegetation auf den landwirtschaftlichen Flächen

Art. 36 - § 1. Die Landwirte vermeiden die Verbuschung und die Überwucherung ihrer landwirtschaftlichen Parzellen durch holzartige Pflanzen, wobei sie doch die Landschaftsmerkmale ihrer Parzellen beachten und erhalten.

Die Landwirte schneiden die holzige Vegetation zwischen dem 1. August und dem 30. September auf allen landwirtschaftlichen Parzellen.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Verpflichtung findet keine Anwendung auf:

1° die Dauerwiesen;

2° die begrasten Wendeflächen am Rand von Kulturen und auf die bepflanzten Parzellenstreifen, die Gegenstand einer agrarökologischen Subvention sind, sowie auf die Fluchtzonen der natürlichen Wiesen, auf die extensiv benutzten Wiesenstreifen und auf die biologisch wertvollen Wiesen, die Gegenstand einer agrarökologischen Subvention sind;

3° die Natura 2000-Gebiete, die domanialen Naturschutzgebiete, die anerkannten Naturschutzgebiete, die biologisch wertvollen Feuchtgebieten, die Parzellen, die Gegenstand eines Bewirtschaftungsvertrags mit der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder mit einer anerkannten Naturschutzvereinigung sind;

4° die Gebiete mit besonderen hydrographischen oder topographischen Bedingungen;

5° die kleinen Elemente des Lebensraums, wie Haine, Hecken, alleinstehende Bäume, Büsche und Flächen zwischen dem Ufer des Wasserlaufes und der Parzelle;

6° die Brache-Fauna;

7° die Niederwälder mit kurzer Umtriebszeit, die Obstgärten, die Baumschulen, die Weinreben, Miscanthus oder andere geerntete holzartige Pflanzen.

Für die Zwecke des Absatzes 1, 7° kann der Minister die Liste der von den Niederwäldern mit kurzer Umtriebszeit betroffenen Arten festlegen.

Unterabschnitt 3 — Erhaltung von Dauerweideland

Art. 37 - Im Sinne dieses Unterabschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Anteil auf Jahresbasis: der Anteil gemäß Artikel 3, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009;

2° Referenzanteil: der gemäß Artikel 3, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 ermittelte Anteil.

Art. 38 - Die Zahlstelle teilt jeder als Dauerweideland betrachteten Parzelle einen Informationscode zu, der den Landwirten mittels des Sammelantragsformulars mitgeteilt wird.

Jede Übertragung einer landwirtschaftlichen Parzelle auf einen anderen Landwirt ändert nichts an dem etwaigen Ausweisen dieser Parzelle als Dauerweideland.

Art. 39 - § 1. Jedes Jahr wird den Landwirten spätestens bis zum 30. September die Entwicklung im Verhältnis zum Referenzanteil des Anteils der für das betreffende Jahr in der Wallonischen Region als Dauerweideland genutzten Flächen gegenüber der gesamten landwirtschaftlichen Fläche, der jährlich auf Basis der von den Landwirten durch ihren Sammelantrag angemeldeten Flächen berechnet wird, von der Zahlstelle mitgeteilt.

Falls diese Entwicklung zur Anwendung von Artikel 40 § 1, § 2 oder § 3 führt, werden die Landwirte ebenfalls von der Zahlstelle darüber unterrichtet.

§ 2. Wenn der auf Jahresbasis berechnete Anteil der als Dauerweideland genutzten Flächen im Sinne von § 1 gegenüber dem Anteil für das jeweilige Referenzjahr um weniger als 5 Prozentpunkte abnimmt, bleibt dies ohne Folgen.

Falls objektive Elemente erkennen lassen, dass die Entwicklung des auf Jahresbasis berechneten Anteils nicht die tatsächliche Entwicklung der als Dauergrünland genutzten Flächen widerspiegelt, passt der Minister den Referenzanteil an und setzt dabei die Kommission unverzüglich von dieser Anpassung und der Rechtfertigung dafür in Kenntnis.

Art. 40 - § 1. Wird festgestellt, dass der Anteil im Sinne von Artikel 39, § 1 um 5 Prozentpunkte oder mehr abnimmt, so dürfen die Landwirte - die zuvor darüber zu informieren sind - die als Dauerweideland genutzten Flächen nicht ohne vorherige Genehmigung der Zahlstelle umwidmen.

§ 2. In den Fällen nach § 1 dürfen die Landwirte bei einem Rückgang zwischen 5 und 7,5 Prozentpunkten gegenüber dem Referenzanteil ihre als Dauerweideland betrachteten Wiesen im betreffenden Jahr nicht umwidmen.

Bei einer Umstrukturierung des landwirtschaftlichen Betriebs, unter außergewöhnlichen Umständen und im Falle von Bodenordnungsmaßnahmen bringen die Landwirte, die solche Wiesen nach dem August des betreffenden Jahres zu anderen Zwecken nutzen möchten, einen mit Gründen versehenen Genehmigungsantrag mit Angabe der Parzellen, die sie als Ausgleichsmaßnahme wieder als Wiesen anzumelden vorhaben, vorab bei der Verwaltung ein.

Die neuen Parzellen sind ab diesem Zeitpunkt mindestens fünf Jahre lang als Dauerweideland zu nutzen. Sie werden ab dem ersten Tag ihrer Umwidmung als Dauerweideland betrachtet.

§ 3. In den Fällen nach § 1 bei einem Rückgang in Höhe von 7,5 Prozentpunkten oder mehr gegenüber dem Referenzanteil sind die Landwirte, die vor diesem Rückgang Parzellen umgewidmet haben, die als Dauerweideland betrachtet werden, neben dem durch § 2 Absatz 1 auferlegten Verbot verpflichtet, eine entsprechend große Oberfläche nunmehr als Grünland zu nutzen und sie dabei der Zahlstelle anzugeben.

Die ausgleichsweise als Grünland angemeldeten neuen Parzellen sind ab diesem Zeitpunkt mindestens fünf Jahre lang als Dauerweideland zu nutzen.

Absatz 1 ist auf Flächen anwendbar, die seit Beginn des Zeitraums von vierundzwanzig Monaten vor dem letzten Termin für die Einreichung durch den Landwirt des Sammelantrags zu anderen, in den europäischen Verordnungen nicht vorgesehenen Zwecken genutzt werden.

In diesem Fall säen die Landwirte einen bestimmten Anteil dieser umgebrochenen Flächen wieder ein oder legen einen entsprechenden Anteil an Fläche als Dauerweideland an. Dieser Anteil berechnet sich auf Basis der vom Landwirt umgebrochenen Flächen und der zum Wiederausgleich erforderlichen Flächen.

Waren diese Flächen nach ihrem Umbruch für andere Nutzungen Gegenstand einer Übertragung auf einen anderen Landwirt, so gilt Absatz 1 jedoch nur, wenn die Übertragung nach dem 1. Januar 2005 erfolgte.

Wieder eingesäte oder neu angelegte Dauergrünlandflächen gelten ab dem ersten Tag der Einsaat bzw. Anlegung als "Dauergrünland".

Art. 41 - Parzellen, die seitens der Verwaltung nicht als Dauerweideland betrachtet werden, nach dem 1. Januar 2005 aber in fünf aufeinanderfolgenden Jahren von einem oder mehreren Landwirten in ihrem Sammelantrag als Wiesen angemeldet worden sind, werden ab dem fünften Jahr von der Verwaltung als Dauerweideland betrachtet.

Die begrasten Angewende, die im Sammelantrag als solche angemeldet werden, werden jedoch nicht als Dauerweideland betrachtet und im Rahmen der Erhaltung von Dauerweideland nicht berücksichtigt.

Art. 42 - Unbeschadet der in Artikel 39, § 2 vorgesehenen Verpflichtungen darf der Landwirt bei der Verwaltung die Erlaubnis beantragen, um eine oder mehrere als Dauerweideland betrachtete(n) Parzellen seines Betriebs durch eine oder mehrere andere(n) in der Wallonischen Region gelegene(n) Parzellen auszugleichen, deren Gesamtoberfläche mindestens die gleiche ist.

Wenn die Verwaltung dem Antrag stattgibt, wird bzw. werden die neue(n) Parzelle(n) als Dauerweideland betrachtet, während die ehemalige(n) Parzelle(n) diese Eigenschaft verliert bzw. verlieren.

Unterabschnitt 4 — Schutz von Dauergrünland

Art. 43 - Dauergrünland wird

1° entweder mit anschließender Entfernung des Mähguts aus der Parzelle wenigstens einmal im Jahr beweidet bzw. gemäht,

2° oder mit anschließender Zerstörung der Pflanzendecke einmal im Jahr zwischen dem 1. August und dem 30. September gemäht, wobei das Schnittgut vor Ort verbleibt.

Die Auflage nach Ziffern 1° und 2° von Absatz 1 findet keine Anwendung auf

1° Fluchtbereiche von Naturwiesen, extensive Wiesenstreifen, biologisch wertvolle Wiesen, für die Agrarumweltzahlungen erhalten werden;

2° Gebiete, die besondere topo- oder hydrographische Gegebenheiten aufweisen;

3° kleinere Bestandteile des Lebensraums wie Haine, Hecken, Einzelbäume, Sträucher und den Raum zwischen dem Ufer von Wasserläufen und der Wiese;

4° Natura-2000-Gebiete, domaniale Naturschutzgebiete, anerkannte Naturschutzgebiete, Feuchtgebiete von biologischer Bedeutung und Parzellen unter Bewirtschaftungsvertrag mit der Abteilung Natur und Forstwesen der Verwaltung oder mit einer anerkannten Naturschutzvereinigung.

KAPITEL IV — Gesundheit von Mensch, Tier und Pflanzen

Abschnitt 1 — Ernährungssicherheit

Unterabschnitt 1 — Lebensmittelsicherheit

Art. 44. - Die Landwirte beachten die föderalen Rechtsvorschriften, kraft deren Artikel 14, 15, 17 Absatz 1, 18, 19 und 20 der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Anforderungen des Lebensmittelrechts, zur Errichtung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit ausgeführt werden.

Art. 45 - Die Landwirte halten das Verbot des Inverkehrbringens von zur menschlichen bzw. Tierernährung ungeeigneten Lebens- bzw. Futtermitteln ein.

Die Rohmilch stammt aus Tieren,

1° die sich in einem guten allgemeinen Gesundheitszustand befinden und frei von Anzeichen einer Krankheit sind, die zur Kontaminierung der Milch führen könnten;

2° keine Euterwunden haben, die die Milch nachteilig beeinflussen könnten;

3° denen keine Stoffe oder Produkte, die durch die Gemeinschaftsvorschriften nicht erlaubt sind, und keine Arzneimittel, die durch die föderale Gesetzgebung nicht erlaubt sind, verabreicht wurden;

4° die nicht vorschriftswidrig behandelt wurden, d.h. mit Stoffen oder Produkten, die zwar aufgrund der Gemeinschaftsvorschriften erlaubt sind aber zu anderen Zwecken oder unter anderen Voraussetzungen eingesetzt wurden als denjenigen, die in den Gemeinschaftsvorschriften oder ggf. in den verschiedenen belgischen Rechtsvorschriften vorgesehen sind;

5° für die, im Falle einer Verabreichung von erlaubten Produkten oder Stoffen, die für Letztere vorgeschriebene Wartezeit eingehalten wurde.

Art. 46 - Die Landwirte haben die Rückverfolgbarkeit von allem, was in ihren Betrieb gelangt und diesen verlässt, sicherzustellen.

Die Landwirte

1° beschaffen sich und verwenden ausschließlich Mischfuttermittel aus registrierten oder zugelassenen Unternehmen,

2° bewahren die Ergebnisse aller Analysen von Tiermaterial-, Pflanzenmaterial- oder Futterproben auf, die für die öffentliche Gesundheit von Belang sind,

3° aktualisieren die Mindestangaben zu allen Produkten, die sie kaufen und verwenden, und zu allen Produkten, die sie verkaufen oder liefern,

4° führen ein Verzeichnis über die Verwendung der ausgehenden Arzneimittel bei veterinärmedizinisch betreuten Betrieben,

5° verfügen über schriftliche Unterlagen mit historischen Daten zu jedem Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und Bioziden.

Für die Zwecke von Absatz 2 Ziffer 1° ist die Auflage nicht auf Anschaffungen von Grünfütter und Einzelfuttermitteln anwendbar.

Für die Zwecke von Absatz 2 Ziffer 3° sind die betroffenen eingehenden Produkte mindestens die Pflanzenschutzmittel und Bioziden, die Futtermittel und die Tierarzneimittel, und die betroffenen ausgehenden Tiere und Produkte mindestens die pflanzlichen Erzeugnisse, die Tiere und die tierischen Erzeugnisse.

Die zu dokumentierenden in Absatz 2 Ziffer 3° genannten Mindestangaben sind

1° die Art und die Identifikation der ein- und ausgehenden Produkte,

2° die Menge der ein- und ausgehenden Produkte,

3° das Eingangs- bzw. Lieferdatum der ein- bzw. ausgehenden Produkte,

4° die Identifikation der Produktionseinheit, die die ein- und ausgehenden Produkte liefert oder abnimmt.

Absatz 2 Ziffer 3° findet auf dem Endverbraucher unmittelbar ab Hof verkaufte Erzeugnisse keine Anwendung.

Für die Zwecke von Absatz 2 Ziffer 5° sind die zu dokumentierenden Mindestangaben

1° die Identifikation der Parzelle und die Kulturart,

2° das Behandlungsdatum,

3° die Identifikation des angewandten Pflanzenschutzmittels,

4° die verwendeten Mengen.

Art. 47 - § 1. Die Landwirte erfüllen die Mindestvorschriften für Hygiene und gegebenenfalls die besonderen Hygienevorschriften im Hinblick auf ihre Produktionen.

§ 2. Die in § 1 genannten Mindestvorschriften bestehen

1° darin, Abfälle und gefährliche Stoffe so zu lagern und so zu handhaben, dass eine Kontamination verhindert wird;

2° darin, zu verhindern, dass auf den Menschen übertragbare Infektionskrankheiten durch Lebensmittel eingeschleppt und verbreitet werden, unter anderem durch Sicherheitsvorkehrungen beim Einbringen neuer Tiere und durch Meldung an die zuständige Behörde bei Verdacht auf Ausbruch einer solchen Krankheit.

§ 3. Folgende Vorschriften sind auf Milcherzeugerbetriebe anwendbar:

1° Melkgeschirr und Räume, in denen Milch gelagert, behandelt oder gekühlt wird, müssen so gelegen oder beschaffen sein, dass das Risiko einer Milchkontamination begrenzt ist;

2° Die Milchlagerräume müssen vor Ungeziefer geschützt, von Räumen, in denen Tiere untergebracht sind, räumlich getrennt sein und - soweit dies notwendig ist, um den Vorschriften für das Melken, die Abholung/Sammlung und Beförderung zu genügen - über eine geeignete Kühlanlage verfügen;

3° Ausrüstungsflächen, die mit Milch in Berührung kommen, müssen leicht zu reinigen und zu desinfizieren sein und einwandfrei instand gehalten werden;

4° Nach Verwendung müssen diese Oberflächen gereinigt und bei Gesundheitsgefahr desinfiziert werden;

5° Das Melken muss unter hygienisch einwandfreien Bedingungen erfolgen;

6° Die Milch von Tieren, die infolge einer tierärztlichen Behandlung Rückstände in die Milch übertragen können, wird nicht vor Ablauf der vorgeschriebenen Wartezeit für den menschlichen Verzehr verwendet;

7° Unmittelbar nach dem Melken muss die Milch an einen sauberen Ort verbracht werden, der so konzipiert und ausgerüstet ist, dass eine Kontamination der Milch ausgeschlossen ist;

8° Die Milch im Sinne von Ziffer 7° muss im Fall der täglichen Abholung unverzüglich auf eine Temperatur von nicht mehr als 8 °C und bei nicht täglicher Abholung auf nicht mehr als 6 °C abgekühlt werden;

9° Die Lebensmittelunternehmer brauchen den Temperaturanforderungen an Rohmilch nicht nachzukommen, wenn

a) entweder die Milch die Qualitätskriterien für Rohmilch hinsichtlich des Gehalts an Keimen und der Rückstandsmengen von Antibiotika erfüllt, und innerhalb weniger Stunden nach dem Melken verarbeitet wird;

b) oder aus technischen Gründen im Zusammenhang mit der Herstellung bestimmter Milcherzeugnisse eine höhere Temperatur erforderlich ist und die zuständige Behörde eine entsprechende Genehmigung erteilt.

Absatz 1 Ziffer 3° erfordert die Verwendung glatter, waschbarer und nicht toxischer Materialien.

Die Behälter und Tanks im Sinne von Absatz 1 Ziffer 4°, die zur Beförderung der Rohmilch verwendet wurden, müssen entsprechend gereinigt und desinfiziert werden, bevor sie erneut verwendet werden.

§ 4. Bei Eierproduktionsbetrieben müssen Eier im Erzeugerbetrieb sauber, trocken und frei von Fremdgeruch gehalten sowie wirksam vor Stößen und vor Sonneneinstrahlung geschützt werden.

§ 5. Die Tierzüchter

1° müssen Futtermittel für zur Lebensmittelgewinnung bestimmte Tiere getrennt von Chemikalien und anderen in der Tierernährung verbotenen Erzeugnissen lagern,

2° müssen Fütterungsarzneimittel und Futtermittel ohne Arzneimittel so lagern, dass das Risiko der Fütterung an Tiere, für die sie nicht bestimmt sind, verringert wird,

3° müssen Futtermittel ohne Arzneimittel getrennt von Arzneimittel enthaltenden Futtermitteln handhaben, um eine Kontamination zu verhindern.

§ 6. Die Futtermittelbetriebe, die Tätigkeiten auf der Stufe der Futtermittelprimärproduktion ausüben, müssen für das Mischen von Futtermitteln unter Verwendung von Zusatzstoffen oder von Zusatzstoffe enthaltenden Vormischungen eine vorherige Genehmigung erhalten.

Diese Mischungen dürfen ausschließlich für den Bedarf des eigenen Betriebs vorgenommen werden.

Unterabschnitt 2 — Verbot der Verwendung bestimmter Stoffe

Art. 48 - Die Landwirte genügen den Anforderungen der föderalen Rechtsvorschriften zur Umsetzung von Artikel 3 Buchstaben *a*, *b*, *d*) und *e*), 4, 5 und 7 der Richtlinie 96/22/EG des Rates vom 29. April 1996 über das Verbot der Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β-Agonisten in der tierischen Erzeugung.

Art. 49 - Die Landwirte halten sich an die Besitz- bzw. Verwendungsverbote für bestimmte Stoffe, außer in Fällen der Verwendung zu tierzüchterischen oder therapeutischen Zwecken gemäß der Definition dieser Behandlungen im Gesetz vom 15. Juli 1985 über die Anwendung von Substanzen mit hormonaler, antihormonaler, beta-adrenergischer oder produktionsstimulierender Wirkung bei Tieren.

Alle Tierbestände, in denen im betreffenden Wirtschaftsjahr die vorschriftswidrige Verwendung von Stoffen mit hormonaler Wirkung oder von Kortikosteroiden bei wenigstens einem Tier festgestellt worden ist, gelten als unvorschriftsmäßig.

Abschnitt 2 — Kennzeichnung und Registrierung von Tieren

Unterabschnitt 1 — Registrierung und Kennzeichnung von Rindern und Schweinen

Art. 50 - Die Landwirte halten die föderalen Rechtsvorschriften über die Kennzeichnung und Registrierung von Rindern ein.

Die in Absatz 1 genannten föderalen Rechtsvorschriften sind die föderalen Normen, durch die Artikel 4 und 7 der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen ausgeführt werden.

Art. 51 - Die Landwirte halten die föderalen Rechtsvorschriften über die Kennzeichnung und Registrierung von Schweinen ein, durch die Artikel 3, 4 und 5 der Richtlinie 2008/71/EG des Rates vom 15. Juli 2008 über die Kennzeichnung und Registrierung von Schweinen umgesetzt werden.

Art. 52 - § 1. Die Landwirte halten sich an die föderale Gesetzgebung, indem jeder Rinderhalter über alle in seinem Betrieb befindlichen Rinder ein Register erstellt und dieses auf dem neuesten Stand hält, und indem jeder Schweinehalter seine gesamten Tierbestandsdaten in ein Bestandsregister einträgt.

Die Register werden unter Einhaltung der Auflagen der föderalen Gesetzgebung vervollständigt.

Auf einfache Anfrage der Zahlstelle oder der zuständigen Behörde, der die Zahlstelle die Kontrollen übertragen hat, legen die Landwirte bei einer Kontrolle ihr Bestandsregister der letzten drei Jahre vor.

§ 2. Die Landwirte erfüllen die föderalen Rechtsvorschriften bezüglich der Ohrmarken für Rinder und Schweine.

Landwirte, die Rinder halten, beachten die föderale Gesetzgebung in Bezug auf das Kennzeichnungsdokument und auf die Registrierung in der Sanitrac-Datenbank.

Unterabschnitt 2 — Registrierung und Kennzeichnung von Schafen und Ziegen

Art. 53 - Die Anforderungen für die Kennzeichnung von Schafen und Ziegen sind die föderalen Rechtsvorschriften zur Ausführung von Artikel 3, 4 und 5 der Verordnung (EG) Nr. 21/2004 des Rates vom 17. Dezember 2003 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Schafen und Ziegen.

Art. 54 - § 1. Die Landwirte erfüllen die in der einschlägigen föderalen Gesetzgebung gestellten Bedingungen bezüglich der Kennzeichnung und Registrierung von Schafen und Ziegen.

Sie halten ein ordnungsgemäß zu führendes Register unter Einhaltung der Auflagen der föderalen Gesetzgebung auf dem neuesten Stand.

Auf einfache Anfrage der Zahlstelle oder der zuständigen Behörde, der die Zahlstelle die Kontrollen übertragen hat, legen die Landwirte bei einer Kontrolle ihr Bestandsregister der letzten drei Jahre vor.

§ 2. Die Landwirte erfüllen die föderalen Rechtsvorschriften bezüglich der Ohrmarken für Schafe und Ziegen und der Übermittlung ihres Bestandsregisters an die Sanitrac-Datenbank.

Die Landwirte, die neue Schafe oder Ziegen halten, teilen der zuständigen Behörde binnen eines Monats die Existenz eines neuen Bestands mit.

Abschnitt 3 — Tierseuchen

Unterabschnitt 1 — Bekämpfung von transmissiblen spongiformen Enzephalopathien

Art. 55 - Die Anforderungen im Hinblick auf die Bekämpfung der transmissiblen spongiformen Enzephalopathien - abgekürzt "TSE" - sind die föderalen Rechtsvorschriften zur Umsetzung der Artikel 7, 11, 12, 13 und 15 der Verordnung (EG) Nr. 999/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2001 mit Vorschriften zur Verhütung, Kontrolle und Tilgung bestimmter transmissibler spongiformer Enzephalopathien.

Art. 56 - Die Landwirte kommen der Verpflichtung zur Meldung von bestimmten ausgebrochenen Krankheiten bzw. von Verdachtsfällen an die zuständige Regierung nach.

Die Landwirte halten das Verbot der Verfütterung tierischer Proteine an Wiederkäuer ein.

Unterabschnitt 2 — Bekämpfung bestimmter Krankheiten

Art. 57 - Die Anforderungen im Hinblick auf die Bekämpfung bestimmter Krankheiten sind die föderalen Rechtsvorschriften zur Umsetzung von

1° Artikel 3 der Richtlinie 2003/85/EG des Rates vom 29. September 2003 über Maßnahmen der Gemeinschaft zur Bekämpfung der Maul- und Klauenseuche, zur Aufhebung der Richtlinien 85/511/EWG sowie der Entscheidungen 89/531/EWG und 91/665/EWG und zur Änderung der Richtlinie 92/46/EWG;

2° Artikel 3 der Richtlinie 92/119/EWG des Rates vom 17. Dezember 1992 mit allgemeinen Gemeinschaftsmaßnahmen zur Bekämpfung bestimmter Tierseuchen sowie besonderen Maßnahmen bezüglich der vesikulären Schweinekrankheit;

3° Artikel 3 der Richtlinie 2000/75/EWG des Rates vom 20. November 2000 mit besonderen Bestimmungen für Maßnahmen zur Bekämpfung und Tilgung der Blauzungenkrankheit.

Art. 58 - Die Landwirte kommen der Verpflichtung zur Meldung von bestimmten ausgebrochenen Krankheiten bzw. von Verdachtsfällen an die zuständige Regierung nach.

Abschnitt 4 — Pflanzenschutzmittel

Unterabschnitt 1 — Anwendung von Pflanzenschutzmitteln

Art. 59 - Die Anforderungen für die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln sind die föderalen Rechtsvorschriften zur Ausführung der ersten zwei Sätze von Artikel 55 der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates.

Art. 60 - Im Einklang mit Artikel 51 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 hat die Nichteinhaltung folgender Anforderungen nur Folgen hinsichtlich der Unterstützung, im Rahmen der zweiten Säule der Gemeinsamen Agrarpolitik, von Landwirten, die von einem Vertrag über Agrarumweltmaßnahmen oder einen biologischen Landbau betroffen sind:

1° Die Landwirte, die Produkte der Klasse A verwenden, halten sie in geeigneten Räumen oder Schränken unter Verschluss;

2° Die Verwender von Produkten der Klasse A werden für den Fall eines Sprühens auf Rechnung Dritter zugelassen;

3° Die Landwirte beachten die auf dem Etikett des Produkts angegebene Breite der Pufferzone entlang von Oberflächengewässern.

Für die Zwecke von Ziffer 1° und 2° des Absatzes 1 sind unter "Produkte der Klasse A" die Produkte zu verstehen, die in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, das Inverkehrbringen und die Verwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Zwecke definiert werden.

KAPITEL V — Wohlbefinden der Tiere

Art. 61 - Die Landwirte halten die föderalen Rechtsvorschriften über die Kälberhaltung ein, durch die Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2008/119/EG des Rates vom 18. Dezember 2008 über Mindestanforderungen für den Schutz von Kälbern umgesetzt werden.

Art. 62 - Die Landwirte halten die föderalen Rechtsvorschriften über die Schweinehaltung ein, durch die Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2008/120/EG des Rates vom 18. Dezember 2008 über Mindestanforderungen für den Schutz von Schweinen umgesetzt werden.

Art. 63 - Die Landwirte halten die föderalen Rechtsvorschriften ein, durch die Artikel 4 der Richtlinie 98/58/EG des Rates vom 20. Juli 1998 über den Schutz landwirtschaftlicher Nutztiere umgesetzt wird.

Art. 64 - Die Landwirte genügen den föderalen Rechtsvorschriften im Hinblick auf

1° die vorschriftsmäßigen landwirtschaftlichen Betriebe hinsichtlich der landwirtschaftlichen Haustierhaltung;

2° das Nichtauftreten eindeutiger Anzeichen der Tierverschmälerung bei landwirtschaftlichen Haustieren;

3° die vorschriftsmäßigen landwirtschaftlichen Betriebe hinsichtlich der Kälberhaltung;

4° das Nichtauftreten eindeutiger Anzeichen der Tierverschmälerung bei Kälbern;

5° die vorschriftsmäßigen landwirtschaftlichen Betriebe hinsichtlich der Schweinehaltung;

6° das Nichtauftreten eindeutiger Anzeichen der Tierverschmälerung bei Schweinen.

KAPITEL VI — Kontrolle, Sanktionen und Beschwerden

Abschnitt 1 — Kontrolle und Sanktionen

Art. 65 - Die von der Zahlstelle dazu ernannten Personen sind ermächtigt, die Erfüllung der Voraussetzungen für die Erhaltung der Beihilfen, Subventionen und Zahlungen und die Einhaltung der Cross-Compliance-Normen zu kontrollieren.

Wenn der Landwirt die Kontrolle verweigert, führt dies von Rechts wegen zum Verlust der Beihilfe.

Art. 66 - § 1. Die Nichteinhaltung in einem bestimmten Kalenderjahr der in diesem Erlass vorgesehenen Bestimmungen hat eine Kürzung der Beihilfen für das betreffende Kalenderjahr gemäß Artikel 4, 23 und 24 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 und gemäß Artikel 51 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 zur Folge.

§ 2. Unbeschadet der in Artikel 31 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 vorgesehenen Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen werden Kürzungen der dem Landwirt in einem bestimmten Kalenderjahr gewährten Beihilfen bei Feststellung einer Nichterfüllung der Cross-Compliance-Normen oder -Anforderungen vorgenommen.

Der Minister ist befugt, gemäß Art. 70 bis 72 der Verordnung Nr. 1122/2009 die in Prozent ausgedrückten Kürzungssätze und die Berechnungsmethode zu bestimmen.

Er ist befugt, Kürzungstabellen einzuführen, die dem beanstandeten Verhalten, der Schwere, dem Ausmaß und der Fortdauer des festgestellten Verstoßes Rechnung tragen.

§ 3. In ordnungsgemäß zu begründenden Fällen oder unter außergewöhnlichen Umständen kann der Grad der von der Zahlstelle vorgenommenen Kürzung je nach Schwere, Ausmaß und Fortdauer des festgestellten Verstoßes höher oder niedriger sein als derjenige, der in der Kürzungstabelle festgelegt ist.

Art. 67 - § 1. In ordnungsgemäß gerechtfertigten Fällen kann die Zahlstelle eine einfache Verwarnung übermitteln, wenn ein Verstoß in Anbetracht seiner Schwere, seines Ausmaßes und seiner Fortdauer als geringfügig anzusehen ist. In diesem Fall erfolgen keine Kürzung und kein Ausschluss.

Die Verwarnung wird dem betroffenen Landwirt mit Angabe des festgestellten Verstoßes zugestellt. Darin wird auf die Verpflichtung zur Ergreifung einer Abhilfemaßnahme hingewiesen.

Jedoch dürfen Verstöße, die eine direkte Gefährdung der Gesundheit von Mensch oder Tier bedeuten, gemäß Artikel 99 Absatz 2 Unterabsatz 3 der Verordnung Nr. 1306/2013 nicht als geringfügig angesehen werden. Diese Verstöße werden immer mit einer Kürzung oder einem Ausschluss von der Beihilfe geahndet.

Der Minister bestimmt die Verstöße im Sinne von Absatz 1 sowie das Verfahren, nach dem die Zahlstelle bei der Ausführung dieses Artikels vorgehen muss.

§ 2. Im Falle von Verstößen gemäß § 1 hat der Landwirt Abhilfemaßnahmen innerhalb einer von der Zahlstelle in ihrer Verwarnung festgesetzten Frist zu treffen. Diese Frist endet spätestens mit Ablauf des Jahres nach dem Jahr der Feststellung des Verstoßes.

Hat der Landwirt innerhalb der ihm gesetzten Frist keine Abhilfemaßnahmen getroffen, so kann der festgestellte Verstoß nicht mehr als geringfügig gelten und die kraft Artikel 66 vorgesehene Kürzung wird gemäß Artikel 99 der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 rückwirkend angewandt.

Abschnitt 2 — Beschwerde

Art. 68 - Die Landwirte können nach den in Art. D.17, D.18 und D.256 des Gesetzbuches vorgesehenen Formen und Verfahren gegen jede Entscheidung der Verwaltung über die kraft dieses Erlasses gefassten Beschlüsse bei dem Generalinspektor der Abteilung Beihilfen der Verwaltung eine Beschwerde einreichen.

KAPITEL VII — Änderungs-, Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 69 - In Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird die angeführte Überschrift "Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance" durch die Überschrift "Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich" ersetzt.

Art. 70 - In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Wortlaut "Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance auf dem Gebiet der Landwirtschaft" durch den Wortlaut "Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich" ersetzt.

Art. 71 - Bei dem Verweis auf das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung in Artikel 31 § 1 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses heißt es bis zum 1. Januar 2015 "des Artikels 84 § 1 Ziffern 8°, 10°, 11° und 12° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" statt "des Artikels D.IV.4 Ziffern 8°, 10°, 11° und 12° des wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung".

Art. 72 - Artikel 27 und 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik in der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007 abgeänderten Fassung werden außer Kraft gesetzt.

Art. 73 - Folgende Erlasse werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

2° der Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden.

Art. 74 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 75 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205672]

**13 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun aan plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003, de artikelen 4, 5 en 6;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

Gelet op Verordening (EU) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008;

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, de artikelen 9, 10 en 11;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.242, D.250, D.251 en D.263;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juli 2006 houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 23 januari 2014 en goedgekeurd op 11 februari 2014;

Gelet op het advies 55.886/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat het project reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de afdeling wetgeving op 24 april 2014; dat niettemin, gelet op de uitzonderlijke weerstoestand van de winter 2013-2014 die de natuurlijke vernietiging van de niet winterharde bedekkingsteelt niet heeft mogelijk gemaakt en de dringende noodzakelijkheid om maatregelen te nemen ten gunste van de bestuivende insecten, de Waalse Regering beslist heeft om een nieuwe bepaling in te voeren die een maatregel beoogt om hun chemische vernietiging te verbieden;

Overwegende dat, daardoor, een nieuw artikel 18 werd ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 18. Tijdens de bloeitijd, mag de bedekkingsteelt voor de winter niet chemisch worden vernietigd"; dat voor het overige, het project alleen is aangepast ten gevolge van de vorige opmerkingen van de Raad van State en om de nummering en de verwijzingen te actualiseren;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, het advies i.v.m. deze nieuwe bepaling binnen een termijn van vijf werkdagen wordt aangevraagd, wegens de noodzaak om een maatregel te nemen om de chemische vernietiging van de niet winterharde bedekkingsteelt te verbieden ten aanzien van de uitzonderlijke weerstoestand van de winter 2013-2014 en de dringende noodzakelijkheid om maatregelen te nemen ten gunste van de bestuivende insecten;

Gelet op advies 56.373/4 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het akkoordprotocol van 18 juli 2013 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Overwegende de verplichting om zich te schikken naar de bovenvermelde Verordeningen van de Raad en de Commissie;

Overwegende dat de toekenning van de rechtstreekse betalingen ondergeschikt is aan de naleving van de regelgevende eisen inzake beheer, aan de instandhouding van de landbouwoppervlaktes in goede landbouw- en milieuocondities en aan de verplichtingen betreffende de gronden voor permanent grasland met inbegrip van de uit productie gelaten oppervlaktes;

Overwegende dat de eisen en normen van de randvoorwaarden in het Waals Gewest vastgelegd moeten worden ten gevolge van de aanneming van het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur;

Overwegende dat de eisen en normen van de randvoorwaarden, alsook de eventuele gevolgen in geval van niet-overeenstemming het voorwerp hebben uitgemaakt van overleggen met de gespecialiseerde instellingen die bevoegd zijn voor de bedoelde aangelegenheden en met de vertegenwoordigers van de landbouwers;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte uitvoering van de nieuwe rechtstreekse steunregelingen;

Gelet op het protocol opgemaakt op 18 juli 2013 tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV), het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (D GARNE) van de Waalse Overheidsdienst (SPW), en het Agentschap voor Landbouw en Visserij van de Vlaamse overheid (ALV), betreffende de randvoorwaarden;

Overwegende dat het advies van de autonome adviescel inzake duurzame ontwikkeling op 16 december 2013 en 10 februari 2014 werd aangevraagd; dat er geen advies binnen de voorgeschreven termijn werd uitgebracht overeenkomstig artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013 tot uitvoering van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling met het oog op de oprichting van een autonome adviescel duurzame ontwikkeling;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "inheemse boom" : Elke inheemse boom met een omtrek van 40 centimeter of meer op een hoogte van 1,5 meter;

2° "Wetboek" : het Waalse Landbouwwetboek;

3° "Waterwetboek" : Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

4° "informatiecode" : code bepaald door de Administratie en gebruikt in de eenmalige aanvraagformulieren waarin bijkomende informatie wordt vermeld over het perceel i.v.m. de geografische situatie van het perceel, zijn gebruik of een ander fysische of landbouwkundige kenmerk;

5° "randvoorwaarden" : de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en de normen inzake een goede landbouw- en milieuoconditie vermeld in de artikelen 4, 5 en 6 van Verordening (EG) nr. 73/2009;

6° "eis" : elke afzonderlijke uit de regelgeving voortvloeiende beheerseis die is gebaseerd op een van de in bijlage II bij Verordening (EG) nr. 73/2009 genoemde artikelen van een bepaald besluit, welke eis inhoudelijk verschilt van de andere in hetzelfde besluit gestelde eisen;

7° "inheemse haag" : ononderbroken stuk inheemse bomen of struiken met een minimumlengte van 10 meter;

8° "normen" : de overeenkomstig artikel 6 van en bijlage III bij Verordening (EG) nr. 73/2009 door de lidstaten vastgestelde normen, alsook de verplichtingen i.v.m. blijvend grasland vermeld in artikel 6 van deze Verordening;

9° "perceel beschouwd als behorend tot het blijvend grasland" : elk landbouwperceel gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest dat voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

a) het perceel wordt bij de Administratie als weide of grasland aangegeven sinds vijf volle jaren zonder onderbreking;

b) het perceel komt voort uit de vervanging van een ander perceel dat voordien beschouwd was als blijvend grasland ten gevolge van een compensatie toegestaan door de Administratie;

c) het perceel dat voor de eerste keer bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, afgekort "GBCS", wordt aangegeven en waarvan de uitbater het bewijs levert dat het perceel tijdens de laatste vijf jaar vóór de aangifte niet in een rotatie is opgenomen;

10° "blijvend grasland" : grond bestemd voor de productie van gras en andere groenvoedergewassen zoals omschreven in artikel 2, c), van Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009;

11° "blijvend weiland" : elk landbouwperceel dat voor het lopende jaar als blijvend weiland of weiland met een bijzonder statuut aangegeven wordt bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, afgekort "GBCS";

12° "Verordening (EG) nr. 1698/2005" : Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

13° "Verordening (EG) nr. 73/2009" : Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

14° "Verordening (EG) nr. 1122/2009" : Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

15° "gevaarlijke stof" : de stoffen in de zin van artikel R.90, 19°, van het Waterwetboek;

16° "gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk" : elk gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk in de zin van artikel 1bis, 18°bis, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

17° "Natura 2000-gebied" : elk Natura 2000-gebied in de zin van artikel 1bis, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

18° "kreupelbossen met korte rotatie": Elke oppervlakte beplant met bosbouwsoorten met uitstoeling waarvoor de oogstcyclus maximum 12 jaar bedraagt;

19° "grondgebondenheidscijfer": een grondgebondenheidscijfer zoals bepaald in artikel R.188, 31°, van het Waterwetboek en waarvan de berekeningsformule is vastgesteld krachtens artikel R.212, § 3, van het Waterwetboek;

20° "kwetsbaar gebied": elk kwetsbaar gebied aangewezen krachtens artikel R.190 van het Waterwetboek.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. § 1. De steunaanvragende landbouwer leeft de normen en de eisen i.v.m. de randvoorwaarden na in het kader van zijn landbouwactiviteiten, met inbegrip van de uit productie gelaten oppervlaktes.

De controle op de naleving van de normen en eisen vermeld in het eerste lid valt onder de verantwoordelijkheid van het betaalorgaan.

Bij niet naleving door de landbouwer van de normen en eisen vermeld in het eerste lid, wordt, overeenkomstig de Europese wetgeving, de steun toegekend, voor een bepaald kalenderjaar, aan de steunaanvragende landbouwer voor dat bepaald kalenderjaar, in verhouding verminderd tot de tekortkoming aan de randvoorwaarden vastgesteld in hoofde van de landbouwer overeenkomstig hoofdstuk 6.

Elk ten onrechte betaald bedrag wordt volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek teruggevorderd.

§ 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het geheel van de landbouwpercelen en bedrijven die geheel of gedeeltelijk in het Waalse Gewest gelegen zijn en door een landbouwer in de eenmalige aanvraag aangegeven worden.

Art. 3. § 1. Elk landbouwperceel van het bedrijf wordt door de landbouwer in zijn eenmalige aanvraag aangegeven volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen D.28 tot D.32 van het Wetboek.

De globale oppervlakte van de gronden die door de landbouwer uitgebaat worden, zelfs buiten het grondgebied van het Waalse Gewest, moet jaarlijks worden aangegeven om in aanmerking te worden genomen voor de berekening van het grondgebondenheidscijfer.

§ 2. Elke landbouwer moet in staat zijn om op verzoek de gegevens over de percelen die hij niet meer uitbaat te leveren: de identiteit van de eigenaar, van de huidige landbouwer-exploitant of van de vorige landbouwer-exploitant in het geval van einde van de uitwisseling.

Bij gebrek, zullen de betrokken percelen beschouwd worden alsof ze nog steeds deel uitmaken van het bedrijf.

Art. 4. § 1. De federale wetgevingen bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5 worden door het betaalorgaan opgenomen in de lijst met de eisen inzake beheer en de normen betreffende een goede landbouw- en milieuconditie die nageleefd moeten worden, opgesteld krachtens de Europese regelgeving.

§ 2. De geïdentificeerde federale en gewestelijke wetgevingen vastgelegd in dit besluit worden door de landbouwers nageleefd in het kader van de randvoorwaarden, los van hun bekendmaking in de lijst vermeld in paragraaf 1.

§ 3. Als de federale Minister bevoegd voor landbouw bijkomende maatregelen aanneemt krachtens een norm bedoeld in paragraaf 1, worden deze maatregelen vanaf het volgende jaar opgenomen in de eisen of normen die in het kader van de randvoorwaarden nageleefd moeten worden.

HOOFDSTUK III. — *Leefmilieu, klimaatveranderingen en goede landbouwcondities van de gronden*

Afdeling 1. — Water

Onderafdeling 1. — Bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit de landbouw

Art. 5. § 1. De landbouwer neemt de eisen betreffende de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit de landbouw in acht waarbij de artikelen 4 en 5 worden omgezet van Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, zoals gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1137/2008 tot aanpassing aan Besluit 1999/468/EG van de Raad van een aantal besluiten waarop de procedure van artikel 251 van het Verdrag van toepassing is, wat de regelgevingsprocedure met toetsing betreft.

§ 2. Hij neemt de verbodsbepalingen in acht wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw zoals omschreven in de artikelen R.192, § 1, R.193 tot R.213, en R.221 tot R.224 van het Waterwetboek.

§ 3. Het betaalorgaan kent aan elk perceel dat geheel of gedeeltelijk in een kwetsbaar gebied gelegen is een informatiecode toe die aan de landbouwers wordt meegegeed via het eenmalige aanvraagformulier.

Art. 6. § 1. De landbouwer gebruikt het slib in de zin van artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten, uitsluitend na de toekenning van het attest dat afgegeven wordt krachtens artikel 3 van dit besluit van 12 januari 1995.

Hij kan slechts het dierlijke mest in de zin van artikel R.188, 11°, van het Waterwetboek, of de stoffen uit het dierlijke mest gebruiken na een ontheffing te hebben gekregen die verleend wordt krachtens artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 28 januari 2013 betreffende het in de handel brengen en het gebruiken van meststoffen, bodemverbeterende middelen en teeltsubstraten of krachtens artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987 betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest.

In het geval bedoeld in het tweede lid neemt de landbouwer de bepalingen in acht die opgelegd worden in de federale ontheffingen bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 januari 2013 betreffende het in de handel brengen en het gebruiken van meststoffen, bodemverbeterende middelen en teeltsubstraten en de gewestelijke gebruiksattesten bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

§ 2. De landbouwer verstrekt de personeelsleden van het betaalorgaan of de overheid waaraan hij het geheel of een gedeelte van zijn controleopdracht heeft overgedragen krachtens artikel D.256 van het Wetboek, op gewoon verzoek, een afschrift van het spreidingscontract en een afschrift van het document ondertekend door de partijen i.v.m. de boekhouding van de overdrachten, de informatie bedoeld in artikel R.212 van het Waterwetboek of aangevraagd door het betaalorgaan of de afgevaardigde overheid. Hij bepaalt de referenties van het attest of de ontheffing die het gebruik van het slib en het mest, of de stoffen afkomstig uit het mest toelaat, overeenkomstig paragraaf 1.

De landbouwer staat organische meststoffen af aan derden met inachtneming van de bepalingen van artikel R.212 van het Waterwetboek.

§ 3. De landbouwer moet het verbod om rechtstreekse lozing van meststoffen en afvloeisel in de ondergrond, in een openbare riolering of in een oppervlaktewater naleven, met inbegrip van die welke voortkomen uit opgeslagen plantaardige stoffen, zoals bedoeld in de artikelen R.193 en R.194 van het Waterwetboek. Voor het afvloeisel afkomstig uit opgeslagen plantaardige stoffen moet de landbouwer ook de verplichting om ze op te slaan of door middel van een absorberende stof op te vangen, naleven.

Art. 7. De landbouwer moet de opslagvoorwaarden bedoeld in de artikelen R.195 tot R.199 en R.201 van het Waterwetboek wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw naleven, zowel op het veld als op de hoeve voor stalmest en voor aalt van pluimvee, alsook de opslagvoorwaarden van aalt en gier.

Elke opslagaccommodatie voor dierlijke mest moet de voorwaarden bedoeld in artikel R.200, § 1, van het Waterwetboek, naleven, alsook de technische voorschriften genomen door de Minister krachtens paragraaf 2 van artikel R.200 van het Waterwetboek.

Art. 8. De landbouwer moet de spreidingsvoorwaarden bedoeld in de artikelen R.202 tot R.210 van het Waterwetboek wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw naleven.

Voor de bedrijven ingedeeld krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning beschikt de landbouwer over de documenten met betrekking tot de aankoop of de levering van minerale meststoffen bedoeld in de artikelen 11 en 25 van het koninklijk besluit van 28 januari 2013 betreffende het in de handel brengen en het gebruiken van meststoffen, bodemverbeterende middelen en teeltsubstraten.

Art. 9. In kwetsbaar gebied moet de landbouwer de artikelen R.192, § 1, en R.221 tot R.224 van het Waterwetboek naleven.

Art. 10. De landbouwer moet de bepalingen bedoeld in de artikelen R.211 en R.213 van het Waterwetboek, betreffende het grondgebondenheidscijfer, naleven.

Onderafdeling 2. — Bufferstroken langs waterlopen

Art. 11. De landbouwer moet artikel R.202, § 1, van het Waterwetboek naleven langs de waterlopen die krachtens de artikelen 1 tot 5 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen gerangschikt zijn.

Onderafdeling 3. — Gebruik van het water voor irrigatie

Art. 12. De landbouwer die het water gebruikt voor irrigatie moet de normen m.b.t. de werken op de waterlopen bedoeld in artikel 12, §§ 1 en 3, van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen naleven en moet artikel 10, § 1, eerste en tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning naleven.

Onderafdeling 4. — Bescherming van het grondwater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen

Art. 13. De landbouwer moet de normen naleven i.v.m. de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen, tot omzetting van Richtlijn (80/68/EEG) van de Raad van 17 december 1979 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen in de versie van kracht op de laatste dag van zijn geldigheid wat betreft de landbouwactiviteit.

De landbouwer neemt de normen in acht die worden bepaald krachtens :

1° de artikelen R.153 tot R.169 en R.187 bis-2 van het Waterwetboek;

2° de artikelen 11 tot 18 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

Art. 14. De beschermingsomtrekken vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren worden gelijkgesteld met de verwijderde voorkomingsgebieden voor de toepassing van deze onderafdeling.

Art. 15. In de bewakingsgebieden in de zin van artikel D.2, 95°, van het Waterwetboek, moet de landbouwer de maatregelen naleven die door de Minister zijn genomen overeenkomstig de artikelen R.167, 6°, en R.170, 7°, van het Waterwetboek.

Art. 16. § 1. De landbouwer moet de rechtstreekse lozing door het inbrengen van stoffen in grondwater zonder doorvoer door de grond of de ondergrond vermijden.

Elke rechtstreekse lozing van de volgende stoffen is verboden :

1° a) organische halogeenvverbindingen en stoffen die dergelijke verbindingen in het aquatisch milieu kunnen doen ontstaan;

b) organische fosforverbindingen;

c) organische tinverbindingen;

d) stoffen die in het aquatisch milieu of via dit milieu een kankerverwekkende, mutagene of teratogene werking hebben;

e) kwik en kwikverbindingen;

f) cadmium en cadmiumverbindingen;

g) minerale oliën en koolwaterstoffen;

h) cyaniden;

2° a) de volgende niet-metalen en metalen, alsook hun verbindingen :

1. zink;

2. koper;

3. nikkel;

4. chroom;

5. lood;

6. seleen;

7. arseen;

8. antimoon;

9. molybdeen;

10. titaan;

11. tin;

12. barium;

13. berillium;
14. boor;
15. uranium;
16. vanadium;
17. kobalt;
18. thallium;
19. telluur;
20. zilver;

b) de biociden en hun derivaten zoals omschreven in artikel 3, § 1, a), van Verordening (EU) nr. 528/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2012 betreffende het op de markt aanbieden en het gebruik van biociden die niet in punt 1° voorkomen;

c) stoffen met een schadelijke werking op de smaak en/of geur van het grondwater alsmede verbindingen waaruit dergelijke stoffen in het water kunnen ontstaan en die het water ongeschikt voor menselijke consumptie kunnen maken;

d) organische siliciumverbindingen die toxisch of persistent zijn en stoffen waaruit dergelijke verbindingen kunnen ontstaan, met uitzondering van die welke biologisch onschadelijk zijn of die in water snel worden omgezet in onschadelijke stoffen.

e) anorganische fosforverbindingen en elementair fosfor;

f) fluoriden;

g) ammoniak en nitrieten.

De normen worden niet nageleefd in het kader van de randvoorwaarden als een lozing het gevolg is van kunstmatige ingangen zoals winningen, piëzometers of zinkputten ofwel van natuurlijke ingangen zoals karstverschijnselen ("chantoirs" (karstpoorten), karsthouten of barsten), hetzij dat die verschijnselen op de oppervlakte uitgeven, hetzij dat ze toegankelijk zijn via een kunstmatige ingang vanuit de oppervlakte.

§ 2. De lozing ten aanzien waarvan wordt vastgesteld, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister dat zij stoffen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° of 2°, in zulk een geringe hoeveelheid en concentratie bevatten, dat elk gevaar voor een verslechtering van de kwaliteit van het grondwater nu of in de toekomst is uitgesloten, vormt geen geval van niet-overeenstemming.

§ 3. De handelingen waarbij deze stoffen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1°, worden verwijderd of gestort met het oog op de verwijdering en die een indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben zijn onderworpen aan een vergunning volgens de procedure bepaald door de Minister.

Als uit een voorafgaand onderzoek blijkt dat het grondwater waarin de lozing van stoffen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° wordt overwogen, blijvend ongeschikt is voor enig ander gebruik, mag de Minister, volgens de procedure die hij bepaalt, het lozen van deze stoffen toestaan, op voorwaarde dat de aanwezigheid van deze stoffen het benutten van bodemschatten niet hindert.

§ 4. Elke directe lozing van de stoffen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, alsmede de handelingen waarbij deze stoffen worden verwijderd of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort, en die een indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben, zijn onderworpen aan een vergunning volgens de procedure bepaald door de Minister.

Art. 17. De landbouwer moet het bewijs kunnen leveren van de waterdichtheid van de stookolietanken van 3 000 l of meer bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations, en die voor de landbouwactiviteit dienen.

Afdeling 2. — Grond en opslag van koolstof

Onderafdeling 1. — Minimale grondbedekking

Art. 18. De bedekkingsteelt voor de winter mag niet chemisch worden vernietigd, tijdens de bloeitijd.

Art. 19. § 1. De landbouwer moet een grondwinterbedekking aanplanten op de gedeelten van percelen met erosierisico.

Er is erosierisico voor een perceel als het perceel een gebied van meer dan 50 procent van zijn oppervlakte of een aaneengesloten gebied van meer dan 50 a omvat, dat een helling van 10 % of meer vertoont.

§ 2. De Minister neemt alle maatregelen om de identificatiemodaliteiten van de percelen met een erosierisico en de modaliteiten voor de informatie van de landbouwers te bepalen.

Het betaalorgaan kent aan elk perceel met een erosierisico een aparte informatiecode toe, in functie van de helling, die aan de landbouwers wordt meegedeeld via het eenmalige aanvraagformulier.

Art. 20. De grondbedekking vermeld in artikel 19, § 1, eerste lid, wordt uiterlijk 15 september van een bepaald jaar aangeplant en mag niet vóór 1 januari van het volgend jaar worden vernietigd.

Hergroei en oogstresten worden beschouwd als grondbedekking.

De percelen met teelt van hakvruchten die artikel 21, § 2, § 3 of § 4 naleven, zijn niet betrokken bij de verplichting bedoeld in het eerste lid.

Onderafdeling 2. — Minimaal beheer van de aarde

die een afspiegeling is van de specifieke plaatselijke voorwaarden om de erosie te beperken

Art. 21. § 1. De landbouwer teelt geen hakvruchten of daarmee gelijkgestelde gewassen op percelen met een erosierisico zoals bepaald in artikel 19, § 1, tweede lid.

De hakvruchten of daarmee gelijkgestelde gewassen zijn :

- 1° silo- of korrelmaïs;
- 2° suikerbieten of voederbieten;
- 3° voederwortelen;
- 4° aardappelen;
- 5° cichorei;
- 6° wortelgroenten;
- 7° peulgroenten;
- 8° andere groenten in de zin van het eenmalige aanvraagformulier.

§ 2. De teelt van de gewassen vermeld in paragraaf 1, tweede lid, is toegelaten op een risicoperceel wanneer een grasstrook aangelegd wordt op dit perceel die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de grasstrook wordt aangelegd op het gedeelte onder de helling en binnen het betrokken perceel om de risico's i.v.m. waterafvoer buiten het perceel te beperken;

2° de grasstrook moet worden aangelegd vóór het inzaaien van de hakvruchten of daarmee gelijkgestelde gewassen en wordt tot de oogst in stand gehouden;

3° de grasstrook moet minstens zes meter breed zijn;

4° de grasstrook moet bestaan uit weidegrassen of uit een mengsel van weidegrassen en peulgewassen;

5° deze grasstrook mag geen weide zijn;

6° de grasstrook wordt na 1 juli van het betrokken jaar gemaaid.

§ 3. De teelt van de gewassen vermeld in paragraaf 1, tweede lid, wordt toegelaten als het aangrenzende perceel gelegen in de verlenging van het hellend gedeelte van het risicoperceel bestaat uit :

1° hetzij een weide, een bebossing of een bos voorzover het aangrenzende perceel minstens zes meter breed is;

2° hetzij een gewas aangegeven als grasstrook voor zover de bedekking van dat aangrenzende perceel aangeplant is vóór 30 november van het voorafgaande jaar en op voorwaarde dat het aangrenzende perceel aan de in het tweede paragraaf bedoelde voorwaarden voldoet.

§ 4. De teelt van de gewassen vermeld in paragraaf 1, tweede lid, wordt toegelaten op een perceel met erosierisico als de landbouwer, op het betrokken perceel, gebruik maakt van een technische innovatie goedgekeurd door de Minister en waarvan de erkende resultaten het erosierisico doen verminderen.

De Minister neemt elke maatregel die toelaat om de technische innovaties bedoeld in het eerste lid, waarvan de resultaten erkend zijn, te bepalen, en de modaliteiten om de landbouwers daarvan op de hoogte te brengen.

Onderafdeling 3. — Behoud van de bodem mineralen

Art. 22. Het is voor de landbouwer verboden om stro, riet en andere oogstresten van zijn percelen te verbranden.

In uitzonderlijke gevallen, gerechtvaardigd door bewezen fyto-sanitaire motieven kan de Minister in afwijkingen voorzien ten aanzien van het verbod vermeld in het eerste lid, via een individuele beslissing.

Onderafdeling 4. — Bodembescherming bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw

Art. 23. De landbouwer neemt de eisen betreffende de bodembescherming bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw in acht waarbij artikel 3 wordt omgezet van Richtlijn 86/278/EEG van de Raad van 12 juni 1986 betreffende de bescherming van het milieu, in het bijzonder de bodem, bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw.

De landbouwer neemt de eisen in acht genomen krachtens :

1° de artikelen 2, 5 tot 10 en 12, §§ 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten;

2° van artikel 11 van het koninklijk besluit van 28 januari 2013 betreffende het in de handel brengen en het gebruiken van meststoffen, bodemverbeterende middelen en teeltsubstraten.

Art. 24. De landbouwer die zuiveringsslib gebruikt of gebruikt heeft, moet dat via de gepaste rubriek van zijn eenmalige aanvraagformulier melden.

Art. 25. De landbouwer mag het slib dat hij besteld heeft niet afstaan aan derden noch verkopen.

Afdeling 3. — Biodiversiteit

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 26. De landbouwer moet de specifieke eisen inzake biodiversiteit genomen in het kader van de Natura 2000-sites en de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net naleven.

Onderafdeling 2. — Naleving van de maatregelen tot bescherming van plant- en diersoorten waarin de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud voorziet

Art. 27. De landbouwer neemt de eisen betreffende de biodiversiteit in acht tot omzetting van artikel 3, §§ 1 en 2, b), en artikel 4, §§ 1, 2 en 4, van Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand.

Art. 28. De landbouwer neemt de volgende bepalingen in acht :

1° de bepalingen i.v.m. de vogels beschermd door artikel 2 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de maatregelen genomen krachtens artikel 4, § 2, van deze wet;

2° het verbod om soorten te vernielen die strikt beschermd zijn in de zin van de artikelen 2bis, 3, 3bis van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de maatregelen genomen krachtens artikel 4, § 2, van deze wet;

3° de bestemmingen opgenomen in het gewestplan.

In de zin van het eerste lid, 1° en 2°, zijn de aldus beschermde plant- en diersoorten, de soorten die opgenomen zijn in de bijlagen I, IIa, IIb, VIa, VIb, IX en XI bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Onderafdeling 3. — Naleving van de beschermingsmaatregelen op de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en op de Natura 2000-sites

Art. 29. De landbouwer neemt de eisen betreffende de biodiversiteit in acht tot omzetting van artikel 6, §§ 1 en 2, van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde fauna en flora.

Art. 30. De landbouwer die in zijn bedrijf één of meerdere percelen met een minimale oppervlakte van twee aren, elk gelegen in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, uitbaat, is ertoe verplicht op de percelen die op de site gelegen zijn, om de artikelen 5, 5ter, 28, § 1, 28bis, 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud alsook elk besluit genomen ter uitvoering van deze bepalingen na te leven, namelijk :

1° de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura-2000 locaties;

De landbouwer die in zijn bedrijf één of meerdere percelen met een minimale oppervlakte van twee aren, elk gelegen in een Natura 2000-site, uitbaat, is ertoe verplicht op de percelen die op de site gelegen zijn, om de bepalingen bedoeld in het eerste lid en de artikelen 26, § 1, 9°, en 28, § 3, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud alsook elk besluit genomen ter uitvoering van deze bepalingen na te leven, namelijk :

1° de besluiten tot aanwijzingen die betrekking hebben op het perceel of perceelgedeelte gelegen in een Natura 2000-site;

2° het besluit van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

Het betaalorgaan kent aan elk perceel dat geheel of gedeeltelijk in een Natura 2000-gebied gelegen is een informatiecode toe dat aan de landbouwers wordt meegedeeld via het eenmalige aanvraagformulier.

Art. 31. Voor de percelen die gedeeltelijk in een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net gelegen zijn, heeft artikel 30 uitsluitend betrekking op het perceelgedeelte met een minimale oppervlakte van 2 aren, elk gelegen in een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net.

Afdeling 4. — Landschap en minimaal onderhoudsniveau

Onderafdeling 1. — Behoud van de bijzondere topografische kenmerken

Art. 32. § 1. Op alle percelen van zijn bedrijf, houdt de landbouwer de bijzondere topografische kenmerken in stand.

De landbouwer moet de normen van artikel D.IV.4, 8°, 10°, 11° en 12° van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling naleven.

Wat betreft het onderzoek van de naleving van het verbod in artikel D.IV.4, 8° van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling inzake randvoorwaarden om de bodem gevoelig te wijzigen, wordt een wijziging van het bodemreliëf beschouwd als een gevoelige wijziging voor zover de volgende cumulatieve voorwaarden worden vervuld :

1° ze heeft betrekking op een oppervlakte van meer dan 2 aren;

2° ze is meer dan 50 cm diep;

3° ze is ten minste gedeeltelijk gelegen op een gebied met een bijzonder statuut.

De landbouwer moet de verbodsbepalingen en de bijzondere beschermingsvoorwaarden bepaald krachtens de artikelen 452/27, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie naleven.

§ 2. Elke vernieling, behalve als een stedenbouwkundige vergunning of bij gebrek de bevoegde overheid zulks toelaat, van de bijzondere topografische kenmerken en van de andere vaste elementen van het landschap, zoals de weideranden, de taluds, de grachten, de vijvers en de poelen is verboden.

Art. 33. De landbouwer moet de verplichting bedoeld in artikel 294 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium naleven.

Art. 34. De landbouwer mag aan de weiderand, op minder dan één meter van het platform van de weg, de volgende daden niet stellen :

1° de aanleg van een gewas;

2° de spreiding van meststoffen;

3° de bewerking;

4° de grondbewerking of het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen behalve een specifieke behandeling tegen invasieve planten.

De landbouwer kan echter een landbouwperceel uitbaten over de grens bedoeld in het eerste lid als hij, door elk rechtsmiddel, kan aantonen dat de grens van het goed dat hij verbouwt of onderhoudt, zich op minder dan een meter van het platform van de weg uitstrekt krachtens een gemeentelijke vergunning, een document van de administratie van het kadaster of elke andere afwijking toegekend door de Administratie.

Art. 35. Behalve als een stedenbouwkundige vergunning of bij gebrek de bevoegde overheid zulks toelaat, is het voor de landbouwer verboden om de volgende werken uit te voeren :

1° het rooien, de mechanische en chemische vernieling van inheemse heggen;

2° de snoeiing van inheemse heggen op minder dan een meter hoogte zonder bescherming tegen het vee;

3° het rooien, de mechanische en chemische vernieling van inheemse bomen.

De grootte van de bomen die geknot worden, is niet onderworpen aan de voorwaarden opgesomd in het eerste lid.

Onderafdeling 2. — Ongewenste vegetatie op de landbouwgronden

Art. 36. § 1. De landbouwer moet de verwildering met struik- en houtgewassen van zijn landbouwpercelen tegengaan, en daarbij natuurlijk de bijzondere topografische kenmerken van deze percelen in acht nemen en in stand houden.

De landbouwer kapt de struik- en houtgewassen tussen 1 augustus en 30 september op elk landbouwperceel.

§ 2. De verplichting vermeld in paragraaf 1 is niet van toepassing op :

1° blijvend grasland;

2° met gras bezaaide perceelsranden en ingerichte perceelstroken die het voorwerp uitmaken van een toelage voor een milieuvriendelijke landbouw, alsook schuilgebieden van de natuurlijke weiden, extensieve graslandstroken en weiden met een hoge biologische waarde die het voorwerp uitmaken van een toelage voor een milieuvriendelijke landbouw;

3° Natura 2000-sites, domaniale natuurrezervaten, erkende natuurrezervaten, vochtige gebieden met een biologische waarde, percelen onder beheerscontract met het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of met een erkende vereniging inzake natuurbehoud;

4° gebieden met bijzondere topografische of hydrografische kenmerken;

5° kleine elementen van de habitat zoals bosjes, heggen, alleenstaande bomen, struiken en de ruimte tussen de oever van de waterlopen en het perceel;

6° faunabeschermende braaklegging;

7° kreupelbossen met korte rotatie, boomgaarden, boomkwekerijen, wijngaarden, miscanthus of andere geoogste houtachtige kroonsluiting.

In de zin van het eerste lid, 7°, kan de Minister de lijst van de gewassen bepalen die bij de kreupelbossen met korte rotatie betrokken zijn.

Onderafdeling 3. — Behoud van het blijvend grasland

Art. 37. In de zin van deze onderafdeling wordt verstaan onder :

1° "jaarlijkse ratio" : ratio vastgesteld overeenkomstig artikel 3, § 1, van Verordening (EG) nr. 1122/2009;

2° referentieratio : ratio vastgesteld overeenkomstig artikel 3, § 4, van Verordening (EG) nr. 1122/2009.

Art. 38. Het betaalorgaan kent aan elk perceel beschouwd als behorend tot het blijvend grasland een informatiecode toe die aan de landbouwers wordt meegegeed via het eenmalige aanvraagformulier.

Elke overdracht van een landbouwperceel aan een andere landbouwer zal in niets de eventuele aanwijzing van dat perceel als blijvend grasland wijzigen.

Art. 39. § 1. Elk jaar worden de landbouwers door het betaalorgaan, uiterlijk 30 september, op de hoogte gebracht van de evolutie van de ratio die jaarlijks berekend wordt volgens de oppervlakten die door de landbouwers aangegeven zijn d.m.v. hun eenmalige aanvraag, tussen enerzijds de grondoppervlakte die in het Waalse Gewest bestemd is voor blijvend grasland tijdens een bepaald jaar en anderzijds de landbouwoppervlakte ten opzichte van de referentieratio.

Als deze evolutie de toepassing van artikel 40, § 1, § 2 of § 3, tot gevolg heeft, worden de landbouwers daar ook van op de hoogte gebracht door het betaalorgaan.

§ 2. Er is geen enkel gevolg als de ratio dat jaarlijks wordt berekend zoals bedoeld in paragraaf 1, ten nadele van de gronden voor blijvend landschap, met minder dan 5 procent afneemt ten opzichte van de ratio van het referentiejaar.

Indien objectieve elementen aantonen dat de evolutie van de jaarlijks berekende ratio geen afspiegeling is van de werkelijke ontwikkelingen van de gronden die voor blijvend landschap bestemd zijn, past de Minister de referentieratio aan en geeft hij kennis van deze aanpassing en van de rechtvaardiging van deze aanpassing aan de Commissie.

Art. 40. § 1. Wanneer bewezen is dat de jaarlijks berekende ratio zoals bedoeld in artikel 39, § 1, met 5 procent of meer afneemt, mogen de vooraf geïnformeerde landbouwers, gronden die voor blijvend landschap bestemd zijn niet zonder voorafgaande toestemming voor ander gebruik omzetten.

§ 2. In het geval bedoeld in paragraaf 1, wanneer de vermindering gelijk of groter is dan 5 procent maar kleiner is dan 7,5 procent t.a.v. de referentieratio, mogen de landbouwers voor het betrokken jaar de weilanden die beschouwd worden als blijvend grasland niet voor een ander gebruik aanwenden.

Bij een reorganisatie van hun bedrijf, uitzonderlijke omstandigheden en landinrichting moeten de landbouwers die na augustus van het betrokken jaar dergelijk weiland voor een ander gebruik wensen te bestemmen, eerst een met redenen omklede vergunning aanvragen bij de Administratie en opgeven welke percelen zij ter compensatie tot weiland zullen omvormen in het Waalse Gewest.

Zij zullen die nieuwe percelen als blijvend grasland minstens vijf jaar moeten handhaven. Ze worden vanaf de eerste dag van hun nieuwe bestemming als blijvend landschap beschouwd.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, wanneer de vermindering t.a.v. de referentieratio 7,5 procent bedraagt of meer, moeten de landbouwers die vóór de vermindering bedoeld hierboven, percelen die beschouwd worden als blijvend grasland voor een ander gebruik aangewend hebben, naast het verbod vermeld in paragraaf 2, eerste lid, een gelijkwaardige oppervlakte opnieuw als weiland aanwenden en het betaalorgaan erop wijzen.

Zij zullen de nieuwe als weiland aangewende percelen als blijvend grasland minstens vijf jaar moeten handhaven.

Het eerste lid is van toepassing op de gronden die bestemd zijn voor een ander gebruik niet bedoeld in de Europese Verordeningen sinds het begin van de periode van vierentwintig maanden die voorafgaat aan de laatste uiterste datum van indiening van de eenmalige aanvragen overgemaakt door de landbouwer.

In een dergelijk geval zetten de landbouwers een percentage van de betrokken oppervlakte opnieuw in blijvend grasland om of leggen zij een daarmee overeenkomende oppervlakte blijvend grasland aan. Dat percentage wordt berekend op basis van de door de landbouwer in een ander grondgebruik omgezette oppervlakte en de oppervlakte die nodig is om het evenwicht te herstellen.

Indien het betrokken land echter is overgedragen nadat het in land voor andere vormen van grondgebruik was omgezet, geldt het eerste lid slechts indien de overdracht na 1 januari 2005 heeft plaatsgevonden.

De percelen die opnieuw in blijvend grasland worden omgezet of waarop blijvend grasland wordt aangelegd, worden vanaf de eerste dag van de heromzetting of aanleg als "blijvend grasland" beschouwd.

Art. 41. De percelen die door de Administratie niet als blijvend grasland beschouwd worden maar die na 1 januari 2005 door één of verschillende landbouwers in hun eenmalige aanvraag aangegeven zijn als weide tijdens vijf opeenvolgende jaren, worden door de Administratie beschouwd als blijvend grasland vanaf het vijfde jaar.

De met gras bezaaide perceelsranden die als zodanig worden aangegeven in de eenmalige aanvraag worden niet beschouwd als blijvend grasland en worden niet in acht genomen in het kader van de instandhouding van het blijvend grasland.

Art. 42. Onverminderd de in artikel 39, § 2, bedoelde verplichtingen kan de landbouwer de vergunning vragen aan de Administratie om één of meerdere percelen van zijn bedrijf die beschouwd worden als blijvend grasland te compenseren door één of meerdere percelen met een minstens gelijkwaardige oppervlakte en gelegen in het Waalse Gewest.

In geval van aanvaarding door de Administratie wordt of worden het of de nieuwe percelen beschouwd als blijvend grasland en wordt die eigenschap verloren wat betreft het of de vorige percelen.

Onderafdeling 4. — Bescherming van het blijvend weiland

Art. 43. De blijvende weilanden zijn :

1° begraasd of gemaaid met afvoer van het afgemaaid gras buiten het perceel minstens één keer per jaar;

2° ofwel gemaaid met vernieling van de bedekking en behoud van het maaien op de grond, één keer per jaar tussen 1 augustus en 30 september.

De verplichting bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, is niet van toepassing op :

1° schuilgebieden van de natuurlijke weiden, extensieve graslandstroken, weiden met een hoge biologische waarde die het voorwerp uitmaken van een toelage voor een milieuvriendelijke landbouw;

2° gebieden met bijzondere topografische of hydrografische kenmerken;

3° kleine elementen van de habitat zoals bosjes, heggen, alleenstaande bomen, struiken en de ruimte tussen de oever van de waterlopen en het perceel;

4° Natura 2000-sites, domaniale natuurreservaten, erkende natuurreservaten, vochtige gebieden met een biologische waarde en percelen onder beheerscontract met het Departement Natuur en Bossen van de Administratie of met een erkende vereniging inzake natuurbehoud.

HOOFDSTUK IV. — *Volks-, dier- en plantgezondheid*

Afdeling 1. — Voedselveilig

Onderafdeling 1. — Veiligheid van de voedingsmiddelen

Art. 44. De landbouwer moet de federale wetgevingen naleven ter uitvoering van de artikelen 14 en 15, artikel 17, § 1, en de artikelen 18, 19 en 20 van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden.

Art. 45. De landbouwers moeten het verbod tot commercialisering van niet voor verbruik geschikte levensmiddelen of diervoeders naleven.

Rauwe melk is afkomstig van dieren :

1° die in goede gezondheid zijn, die geen tekens van ziekte vertonen waardoor de melk kan worden besmet;

2° die geen verwonding van de uier vertonen waarbij de melkkwaliteit kan worden aangetast;

3° die geen niet-toegelaten stoffen of producten werden toegediend die niet zijn toegestaan door de communautaire wetgeving en medicijnen die niet zijn toegestaan door de federale wetgeving;

4° die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een onwettelijke behandeling, namelijk het gebruik van stoffen of producten die toegestaan zijn door de communautaire wetgeving tot andere doeleinden of op andere voorwaarden dan die bedoeld in de communautaire wetgeving of in voorkomend geval, door de verschillende Belgische wetgevingen;

5° waarvoor in geval van toediening van toegestane producten of stoffen, de voor die producten of stoffen voorgeschreven afwachtingstermijn werd nageleefd.

Art. 46. De landbouwers zorgen voor de traceerbaarheid van inkomende en uitgaande producten.

De landbouwers :

1° verschaffen zich en gebruiken enkel samengestelde diervoeders afkomstig uit geregistreerde en/of erkende instellingen;

2° bewaren de resultaten van alle analyses van monsters genomen uit dieren, planten of diervoeders, die van groot belang zijn voor de openbare gezondheid;

3° houden de minimale gegevens bij van al de producten die zij aankopen en gebruiken, alsook van al de producten die zij verkopen of leveren;

4° beschikken over een register van de uitgaande geneesmiddelen voor de bedrijven die onderworpen zijn aan de diergeneeskundige inspectie;

5° beschikken over schriftelijke documenten m.b.t. de voorgeschiedenis van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en biociden.

In de zin van het tweede lid, 1°, vallen de aankoop van voeder en eenvoudige nutriënten niet onder die verplichting.

In de zin van het tweede lid, 3°, zijn de bedoelde binnenkomende producten ten minste, de gewasbeschermingsmiddelen en biociden, de diervoeders, de diergeneeskundige geneesmiddelen en de dieren en zijn de bedoelde uitgaande producten ten minste, de plantaardige producten, de dieren en de dierlijke producten.

De minimale gegevens bedoeld in het tweede lid, 3°, die het voorwerp uitmaken van een registratie, zijn :

1° de aard en de identificatie van de uitgaande en binnenkomende producten;

2° de hoeveelheid van de binnenkomende en uitgaande producten;

3° de ontvangst- of leveringsdatum van de binnenkomende en uitgaande producten;

4° de identificatie van de productie-eenheid die de binnenkomende en uitgaande producten in ontvangst neemt.

Het tweede lid, 3°, is niet van toepassing op de producten die op de hoeve rechtstreeks aan de eindconsument worden verkocht.

In de zin van het tweede lid, 5°, is de informatie die het voorwerp uitmaakt van een registratie :

1° de identificatie van het perceel en van de teelt;

2° de datum van de behandeling;

3° de identificatie van het toegepast gewasbeschermingsmiddel;

4° de gebruikte hoeveelheden.

Art. 47. § 1. De landbouwer past de minimale hygiënische instructies toe en, in voorkomende geval, de hygiënische instructies die specifieke zijn voor hun producties.

§ 2. De minimale instructies bedoeld in het eerste paragraaf bestaan erin :

1° afvalstoffen en gevaarlijke stoffen op te slaan en te behandelen teneinde elke besmetting te vermijden;

2° het binnenbrengen en de verspreiding van besmettelijke ziekten die overdraagbaar zijn op de mens d.m.v. levensmiddelen te voorkomen, ook al worden voorzorgsmaatregelen getroffen bij de invoer van nieuwe dieren en verdachte besmettingshaarden ter kennis gebracht van de bevoegde overheid.

§ 3. De volgende instructies zijn van toepassing voor de bedrijven van melkproductie :

1° de melkinstallaties en de lokalen waarin melk wordt opgeslagen, behandeld of verkoeld, moeten gelegen zijn of worden ingericht dat de besmettingsrisico's voor melk zo veel mogelijk worden beperkt;

2° de lokalen bestemd voor melkopslag moeten beschermd zijn tegen ongedierte en gescheiden zijn van de lokalen waar de dieren gehuisvest zijn en voorzien zijn van een aangepaste verkoelingsuitrusting om in te spelen op de eisen inzake het melken, het verzamelen en het vervoer;

3° de oppervlakten bestemd om in contact te zijn met melk moeten gemakkelijk kunnen worden gereinigd, ontsmet en onderhouden;

4° na gebruik moeten die oppervlakten worden gereinigd en, in geval van sanitair risico, worden ontsmet;

5° het melken moet hygiënisch worden uitgevoerd;

6° de melk van de dieren onderworpen aan een behandeling waarbij medische overblijfselen de melk kunnen binnenstromen wordt niet gebruikt voor menselijke consumptie vóór het einde van de voorgeschreven verwachtingsstermijn;

7° onmiddellijk na het melken moet de melk geplaatst worden in een schone plaats die zodanig uitgerust en ingericht is dat elke besmetting kan worden voorkomen;

8° de melk bedoeld in 7° moet onmiddellijk teruggebracht worden op een maximum temperatuur van 8 °C wanneer die elke dag verzameld wordt en 6 °C wanneer die verzameling niet elke dag wordt uitgevoerd;

9° de uitbaters van de voedingssector zijn er niet toe gehouden de eisen betreffende de temperatuur van rauwe melk na te leven wanneer :

a) de melk aan de kwaliteitscriteria van rauwe melk voldoet wat betreft het kiemgetal en de afvalstoffen van antibiotica en wanneer de melk binnen 2 uren na het melken verwerkt wordt;

b) of wanneer een hogere temperatuur noodzakelijk is wegens technologische redenen verbonden met de vervaardiging van bepaalde producten en de bevoegde overheid het toelaat.

Het eerste lid, 3°, vereist het gebruik van vlakke, wasbare en niet-giftige materialen.

De voor het vervoer van rauwe melk gebruikte bakken en tanken bedoeld in het eerste lid, 4°, moeten gepast gereinigd en ontsmet worden voor elk hergebruik.

§ 4. Voor de bedrijven met eierproductie, moeten, in de lokalen van de producent, de eieren schoon en droog worden behouden, niet blootgesteld zijn aan buitengeuren alsook efficiënt beschermd zijn tegen schokken en rechtstreekse blootstelling aan de zon.

§ 5. De fokker :

1° moet het veevoeder voor dieren bestemd voor de productie van levensmiddelen afzonderlijk van chemicaliën en andere producten die verboden zijn voor veevoeder opslaan;

2° moet de medische en niet-medische voedingsmiddelen zodanig opslaan dat het risico van toediening aan niet-doelgerichte categorieën of soorten dieren wordt beperkt;

3° moet de medische en niet-medische voedingsmiddelen afzonderlijk behandelen teneinde elke besmetting te voorkomen.

§ 6. De bedrijven uit de veevoedersector die activiteiten i.v.m. de primaire productie van diervoeders uitoefenen, moeten een voorafgaandelijke toestemming krijgen voor het mengsel van diervoeders met gebruik van additieven of voormengsels van additieven.

Deze mengsels mogen uitsluitend voor hun persoonlijk gebruik bestemd zijn.

Onderafdeling 2. — Verbod op het gebruik van bepaalde stoffen

Art. 48. De landbouwer moet de eisen uit de federale wetgeving naleven tot omzetting van de artikelen 3, a), b), d) en e), 4, 5 en 7 van Richtlijn 96/22/EG van de Raad van 29 april 1996 betreffende het verbod op het gebruik, in de veehouderij, van bepaalde stoffen met hormonale werking en van bepaalde stoffen met thyreostatische werking, alsmede van b-agonisten.

Art. 49. De landbouwers moeten het verbod op het bezit of gebruik van bepaalde stoffen naleven, met uitzondering van het gebruik voor zoötechnische of therapeutische doeleinden zoals bepaald in de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking.

Elk veebestand waarvan minstens een dier het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaststelling van onwettig gebruik van stoffen met hormonale werking, stoffen of corticosteroiden tijdens de betrokken campagne, wordt beschouwd als niet-conform.

Afdeling 2. — Identificatie en registratie van de dieren

Onderafdeling 1. — Registratie en identificatie van de runderen en varkens

Art. 50. De landbouwer moet de federale wetgevingen m.b.t. de identificatie en de registratie van de runderen naleven.

De federale wetgevingen bedoeld in het eerste lid zijn de federale normen die de artikelen 4 en 7 uitvoeren van Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten.

Art. 51. De landbouwer neemt de federale wetgevingen in acht betreffende de identificatie en de registratie van varkens tot omzetting van de artikelen 3, 4 en 5 van Richtlijn 2008/71/EG van de Raad van 15 juli 2008 met betrekking tot de identificatie en de registratie van varkens.

Art. 52. § 1. De landbouwer neemt de federale wetgeving in acht daar hij als rundveehouder een register moet bijhouden van alle runderen op zijn bedrijf en daar hij als varkenshouder alle gegevens i.v.m. zijn veebeslag in een bedrijfsregister moet opnemen.

De registers worden ingevuld volgens de verplichtingen opgenomen in de federale wetgeving.

Op gewoon verzoek van het betaalorgaan of de bevoegde overheid waaraan het betaalorgaan de controleopdracht heeft overgedragen, moet de landbouwer bij een controle het bedrijfsregister van de laatste drie jaar voorleggen.

§ 2. De landbouwer moet de federale wetgevingen m.b.t. het oormerk van runderen en varkens naleven.

Elke landbouwer die rundveehouder is, moet de federale wetgeving inzake identificatiedocument en registraties in de gegevensbank Sanitrace naleven.

Onderafdeling 2. — Registratie en identificatie van schapen en geitachtigen

Art. 53. De eisen betreffende de identificatie van schapen en geitachtigen zijn de federale wetgevingen tot uitvoering van de artikelen 3, 4 en 5 van Verordening (EG) nr. 21/2004 van de Raad van 17 december 2003 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor schapen en geiten.

Art. 54. § 1. De landbouwer moet de identificatie en registratieregeling van schapen en geiten zoals bepaald in de federale wetgeving naleven.

Hij moet een register bijhouden dat behoorlijk wordt ingevuld volgens de verplichtingen opgenomen in de federale wetgeving.

Op gewoon verzoek van het betaalorgaan of de bevoegde overheid waaraan het betaalorgaan de controleopdracht heeft overgedragen, moet de landbouwer bij een controle het bedrijfsregister van de laatste drie jaar voorleggen.

§ 2. De landbouwer moet de federale wetgeving m.b.t. het oormerk van schapen en geitachtigen naleven alsook m.b.t. de mededeling van zijn register aan de gegevensbank Sanitrace.

De landbouwer die houder is van nieuwe schapen of nieuwe geitachtigen, moet de aanwezigheid van een nieuw veebeslag bij de bevoegde overheid aangeven binnen de maand.

Afdeling 3. — Dierziekten

Onderafdeling 1. — Bestrijding van overdraagbare spongiforme encefalopathieën

Art. 55. De eisen betreffende de bestrijding van overdraagbare spongiforme encefalopathieën, afgekort "BSE", zijn de federale wetgevingen tot uitvoering van de artikelen 7, 11, 12, 13 en 15 van Verordening (EG) nr. 999/2001 van het Europees Parlement en van de Raad van 22 mei 2001 houdende vaststelling van voorschriften inzake preventie, bestrijding en uitroeiing van bepaalde overdraagbare spongiforme encefalopathieën.

Art. 56. De landbouwer moet de verplichting tot kennisgeving aan de bevoegde overheid van de verdenking of het bestaan van bepaalde ziekten naleven.

De landbouwer moet het verbod om dierlijke eiwitten te gebruiken in voeding voor herkauwers naleven.

Onderafdeling 2. — Bestrijding van bepaalde ziekten

Art. 57. De eisen betreffende de bestrijding van bepaalde ziekten zijn de federale wetgevingen tot omzetting :

1° van artikel 3 van Richtlijn 2003/85/EG van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van communautaire maatregelen voor de bestrijding van mond- en klauwzeer, tot intrekking van Richtlijn 85/511/EEG en van de Beschikkingen 89/531/EEG en 91/665/EEG, en tot wijziging van Richtlijn 92/46/EEG;

2° van artikel 3 van Richtlijn 92/119/EEG van de Raad van 17 december 1992 tot vaststelling van algemene communautaire maatregelen voor de bestrijding van bepaalde dierziekten en van specifieke maatregelen ten aanzien van de vesiculaire varkensziekte;

3° van artikel 3 van Richtlijn 2000/75/EG van de Raad van 20 november 2000 tot vaststelling van specifieke bepalingen inzake de bestrijding en uitroeiing van bluetongue.

Art. 58. De landbouwer moet de verplichting tot kennisgeving aan de bevoegde overheid van de verdenking of het bestaan van bepaalde ziektes naleven.

Afdeling 4. — Gewasbeschermingsmiddelen

Onderafdeling 1. — Gebruik van gewasbeschermingsmiddelen

Art. 59. De eisen betreffende het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen zijn de federale wetgevingen tot uitvoering van artikel 55, eerste en tweede zin, van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad.

Art. 60. Overeenkomstig artikel 51 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 heeft de niet-naleving van de volgende eisen slechts gevolgen voor de steun van de tweede pijler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid van de landbouwers die betrokken zijn bij een contract voor agromilieumaatregelen of een biologische landbouw :

1° de landbouwers die de producten van klasse A gebruiken, moeten deze producten in een geschikte en afgesloten kast of ruimte opslaan;

2° de gebruikers van de producten van klasse A moeten erkend zijn in geval van verstuiving voor rekening van derden;

3° de landbouwers moeten de breedte van de bufferzone langs oppervlaktewater in acht nemen zoals vermeld op het etiket van het product.

In de zin van het eerste lid, 1° en 2°, wordt verstaan onder "producten van klasse A", de producten bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik.

HOOFDSTUK V. — *Welzijn van de dieren*

Art. 61. De landbouwer moet de federale wetgevingen naleven m.b.t. het houden van kalveren tot omzetting van de artikelen 3 en 4 van Richtlijn 2008/119/EG van de Raad van 18 december 2008 tot vaststelling van minimumnormen ter bescherming van kalveren.

Art. 62. De landbouwer moet de federale wetgevingen naleven m.b.t. het houden van varkens tot omzetting van de artikelen 3 en 4 van Richtlijn nr. 2008/120/EG van de Raad van 18 december 2008 tot vaststelling van minimumnormen ter bescherming van varkens.

Art. 63. De landbouwer moet de federale wetgevingen naleven tot omzetting van artikel 4 van Richtlijn 98/58/EG van de Raad van 20 juli 1998 inzake de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren.

Art. 64. De landbouwer moet de federale wetgevingen naleven inzake :

1° bedrijven in overeenstemming met de bepalingen met betrekking tot de teelt van landbouwhuisdieren;

2° afwezigheid van duidelijke symptomen van dierverwaarlozing bij de landbouwhuisdieren;

3° bedrijven in overeenstemming met de bepalingen met betrekking tot het houden van kalveren;

4° afwezigheid van duidelijke symptomen van dierverwaarlozing bij de kalveren;

5° bedrijven in overeenstemming met de bepalingen met betrekking tot het houden van varkens;

6° afwezigheid van duidelijke symptomen van dierverwaarlozing bij de varkens.

HOOFDSTUK VI. — *Controle, sanctie en beroep*

Afdeling 1. — Controle en sanctie

Art. 65. De personen aangewezen door het betaalorgaan worden ertoe gemachtigd de inachtneming van de toekenningsvoorwaarden van de steun en subsidies alsook de inachtneming van de eisen en normen van de randvoorwaarden te controleren.

Elke controleweigering van een landbouwer heeft van rechtswege het verlies van de steun tot gevolg.

Art. 66. § 1. De niet naleving tijdens een bepaald kalenderjaar van de bepalingen bedoeld in dit besluit heeft tot gevolg een verlaging van de steun toegekend voor het bepaald kalenderjaar overeenkomstig de artikelen 4, 23 en 24 van Verordening (EG) nr. 73/2009 en artikel 51 van Verordening (EG) nr. 1698/2005.

§ 2. Onverminderd de gevallen van overmacht of de uitzonderlijke omstandigheden zoals bedoeld in artikel 31 van Verordening (EG) nr. 73/2009, worden, in geval van vastgestelde niet-naleving van de normen en eisen van de randvoorwaarden, verminderingen toegepast op de betalingen van de steun toegekend aan de landbouwer tijdens een bepaald kalenderjaar.

De Minister is ertoe gemachtigd de verlagingpercentages, uitgedrukt in percent, en hun berekeningsmodaliteiten te bepalen, overeenkomstig de artikelen 70 tot 72 van Verordening nr. 1122/2009.

Hij is bevoegd om een verlagingrooster op te maken die rekening houdt met het veroordeelde gedrag, met de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde tekortkoming.

§ 3. Naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde tekortkoming kan het verlagingniveau toegepast door het betaalorgaan lager of hoger zijn dan het niveau bepaald in de verlagingroosters in naar behoren gerechtvaardigde gevallen of in geval van uitzonderlijke omstandigheden.

Art. 67. § 1. In naar behoren gerechtvaardigde gevallen kan het betaalorgaan een gewone waarschuwing versturen als een geval van niet-naleving als onbelangrijk beschouwd wordt, rekening houdend met de ernst, de omvang en het permanente karakter ervan. In dit geval wordt er geen enkele verlaging of uitsluiting doorgevoerd.

De waarschuwing wordt aan de landbouwer meegegeven en omschrijft de vaststelling van de vastgestelde niet-naleving. Ze vermeldt de verplichting om orde op zaken te zetten.

Overeenkomstig artikel 99, § 2, derde lid, van Verordening nr. 1306/2013, mogen de gevallen van niet-naleving die een gevaar inhouden voor de menselijke gezondheid of de diergezondheid evenwel niet als onbelangrijk worden beschouwd. Deze gevallen van niet-naleving hebben steeds een verlaging of afschaffing van de steun tot gevolg.

De Minister bepaalt de gevallen van niet-naleving bedoeld in het eerste lid en de procedure die het betaalorgaan moet volgen om dit artikel uit te voeren.

§ 2. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1, moet de landbouwer deze toestand rechtzetten binnen een termijn bepaald door het betaalorgaan in de waarschuwing. De vastgelegde termijn mag niet het einde van het jaar volgend op het jaar waarin de vaststelling heeft plaatsgevonden, overschrijden.

Als de landbouwer de toestand binnen de vastgelegde termijn niet verhelpt, wordt het betrokken geval van niet-naleving niet meer beschouwd als onbelangrijk en geldt de verlaging bedoeld krachtens artikel 66 met terugwerkende kracht overeenkomstig artikel 99 van Verordening (EG) nr. 1306/2013.

Afdeling 2. — Beroep

Art. 68. De landbouwer kan een beroep indienen tegen alle beslissingen van de Administratie betreffende de beslissingen genomen krachtens dit besluit volgens de vormen en procedures bedoeld in de artikelen D.17, D.18 en D.256 van het Wetboek bij de inspecteur-generaal van het Departement Steun van de Administratie.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 69. In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, worden de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" vervangen door "het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw".

Art. 70. In artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid" vervangen door "het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw".

Art. 71. Tot 1 januari 2015 dient de vermelding van artikel D.IV.4, 8°, 10°, 11° en 12°, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling zoals vermeld in artikel 31, § 1, tweede lid, gelezen te worden als artikel 84, § 1, 8°, 10°, 11° en 12°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

Art. 72. De artikelen 27 en 28 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, worden opgeheven.

Art. 73. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

2° het ministerieel besluit van 7 juli 2006 houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen.

Art. 74. Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het ondertekend wordt.

Art. 75. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed
C. DI ANTONIO